

Les Études du CERI
N° 141 - décembre 2007

**Tableau de bord des pays
d'Europe centrale et orientale 2007**

sous la direction de
Jean-Pierre Pagé

Volume 1

Le *Tableau de bord 2007* (volumes 1 et 2) a été réalisé, sous la direction de Jean-Pierre Pagé, par une équipe lui associant Vitaliy Denysyuk, Ioana Dordea, Aude Hapiot, Petia Koleva, Emmanuel Mathias, Liliane Petrovic et Nebojsa Vukadinovic. Le panorama politique (vol. 1) a été rédigé par Jacques Rupnik. Jacques Sapir a pris en charge l'élaboration de la partie relative à la Russie (vol. 2).

Jean-Pierre Pagé est expert économique pour les pays de l'Europe de l'Est. Il est correspondant scientifique du CERI (Sciences Po).

e-mail : jppage@wanadoo.fr

Jacques Rupnik est directeur de recherches au CERI (Sciences Po).

e-mail : rupnik@ceri-sciences-po.org

Jacques Sapir est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) où il dirige le Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI-EHESS).

e-mail : sapir@msh-paris.fr

Ioana Dordea est doctorante à l'EHESS où elle est membre du CEMI.

e-mail : mdordea@yahoo.com

Petia Koleva est maître de conférences en sciences économiques à l'IUT de Saint-Nazaire-Université de Nantes, et chercheur au CERI/CRGNA.

Emmanuel Mathias est docteur en économie et diplômé de l'IEP de Strasbourg.

e-mail : e.mathias@wanadoo.fr

Liliane Petrovic est doctorante à l'EHESS où elle est membre du CEMI.

e-mail : LilianePetrovic@aol.com

Remerciements

Les remerciements des auteurs s'adressent particulièrement à Judith Burko, fidèle éditrice au CERI du *Tableau de bord*, Rafal Kierzenkowski du Bureau Pologne/France de l'OCDE, pour ses chaleureux et précieux conseils, et Edouard Sicat, chef des Services économiques pour l'Europe centrale et balte du ministère de l'Economie. Ils n'oublient pas Alexandra de Miramon, du Service des relations publiques de l'OCDE, pour la documentation précieuse qu'elle leur fournit.

Sources

◆ *Baltic Rim Economies, Bimonthly Reviews*, University of Turku, n° 1-5, 2007.

◆ Banque Mondiale, *EU8+2 Regular Economic Report*, septembre 2007.

◆ Banque nationale de Bulgarie (en bulgare), – *Bilan de l'économie*, n° 2/2007 ;

– *Les banques commerciales en Bulgarie*, janvier-mars 2007.

◆ Banque nationale de Roumanie (en roumain), *Le rôle des institutions de crédit et l'évolution du crédit en 2006*, Rapport trimestriel, juin 2007.

◆ BERD :

– *Transition Report Update*, mai 2007 ;

– *Transition Report 2007*, novembre 2007.

◆ Center for Economic Development (Bulgarie) (en bulgare) :

– *L'économie de la Bulgarie en 2006* ;

– *L'économie de la Bulgarie au 1^{er} semestre 2007*.

◆ Commission nationale de prévision économique de Roumanie (en roumain), *La projection des principaux indicateurs macroéconomiques de la période 2007-2013*.

◆ *Courrier des pays de l'Est*, « Europe centrale et orientale, 2006-2007 », n° 1062, juillet-août 2007.

◆ Economist Intelligence Unit (The) : *Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania*, Country Reports 2007.

◆ FMI :

– *Hungary, IMF Country Report*, N°07/250, juillet 2007 ;

– *Financial Integration in the Nordic-Baltic Region*, 2007.

◆ Gouvernement de Hongrie :

– *Convergence Programme of Hungary 2005-2008*, septembre 2006 ;

– *The New Equilibrium Programme 2006-2008*, juin 2006 ;

– *Convergence Programme of Hungary 2006-2010*, décembre 2006.

◆ Gouvernement de Roumanie (en roumain), *Programme 2007-2008*.

◆ Institute for Eastern Studies (ISW), *New Europe, Report on Transformation*, Rapport pour le Forum de Krynica, sous la direction de D. Rosati, septembre 2007.

◆ Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW) :

– V. Gligorov, L. Podkaminer et al., *Private Consumption and Flourishing Exports Keep the Region on High Growth Track*, WIIW Research Reports, n° 335, février 2007 ;

– V. Gligorov, S. Richter et al., *High Growth Continues, with Risks of Overheating on the Horizon*, WIIW Research Reports, n° 341, juillet 2007.

◆ Magyar Nemzeti Bank : *Quarterly Report of Inflation*, mai et août 2007.

◆ Ministère de l'Economie, Missions économiques en Bulgarie, Hongrie et Pologne, fiches de synthèse.

◆ OCDE : *Survey économique Hongrie*, 2007.

Table des matières

Europe centrale et orientale : rattrapage et développement sur fond de crise financière mondiale par <i>Jean-Pierre Pagé</i>	p. 4
L'Europe du Centre-Est en 2007 : les limites du national populisme par <i>Jacques Rupnik</i>	p. 14
Les nouveaux membres de l'Union européenne	
Bulgarie par <i>Petia Koleva</i>	p. 18
Estonie par <i>Emmanuel Mathias</i>	p. 24
Hongrie par <i>Liliane Petrovic</i>	p. 29
Lettonie par <i>Emmanuel Mathias</i>	p. 35
Lituanie par <i>Emmanuel Mathias</i>	p. 39
Pologne par <i>Jean-Pierre Pagé</i>	p. 44
Roumanie par <i>Iona Dordea</i>	p. 50

Pour lire les tableaux par pays

Tableau 1. Evolution annuelle des principaux agrégats (en %)

PIB, Production industrielle, Formation brute de capital fixe, Consommation des ménages : variations en volume en % par rapport à l'année précédente

Salaire réel moyen : variations en termes réels par rapport à l'année précédente (l'évolution du salaire est déflatée par celle des prix à la consommation)

Prix à la consommation : variations du niveau des prix en % par rapport à l'année précédente (sur la base des moyennes annuelles)

Solde des administrations publiques (« general government balance ») : calculé chaque année en % du PIB.

Emploi total et chômage : Variation de l'emploi par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage est calculé de deux manières : 1) en % de la population active à la fin de chaque année sur la base des statistiques de chômeurs enregistrés ;

2) en % de la population active en moyenne annuelle sur la base des enquêtes emploi selon le concept du BIT.

Tableau 2. Balances extérieures, réserves et endettement

Exportations, Importations : variations en euros (sauf indication contraire) en % par rapport à l'année précédente.

Balances commerciales et balances des paiements courants : elles sont, pour chaque année, calculées en euros. Les balances des paiements courants sont calculées, en outre, en % du PIB.

Réserves de la Banque centrale et dette extérieure brute : elles sont calculées en euros.

Europe centrale et orientale : rattrapage et développement sur fond de crise financière mondiale

par Jean-Pierre Pagé

L'ensemble de l'Europe centrale et orientale semble emporté par un irrésistible mouvement de croissance, tiré par la demande domestique mais le plus souvent équilibré, lui permettant de combler progressivement les retards hérités du passé.

Mais la crise financière que connaît le monde et dont on ne peut prévoir les développements peut affecter gravement les diagnostics et les prévisions que recèle ce *Tableau de bord*. Le lecteur doit donc garder à l'esprit que les pronostics, généralement positifs, concernant la poursuite de la croissance dans les pays considérés peuvent être profondément modifiés si s'aggravent les conséquences négatives de la crise pouvant conduire à une récession aux Etats-Unis, qui toucherait l'économie européenne.

LES NOUVEAUX MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

La situation économique des nouveaux membres de l'Union est globalement satisfaisante. La croissance reste à un taux élevé, même si elle n'atteint pas en moyenne celle des grands pays émergents d'Asie. En conséquence, le *catching-up* en termes de PIB par habitant par rapport à la moyenne des « vieux » pays de l'UE s'accélère. La croissance est particulièrement forte dans l'industrie, signe de bonne santé. La décrue du chômage se poursuit. L'emploi dans les cinq pays de l'Europe centrale a augmenté de 2,6 % en 2006, après 1,7 % en 2005, et de 3,5 % au premier trimestre de 2007. Il croît aussi dans les pays baltes, en Bulgarie et en Roumanie. Mais cette embellie en termes d'emploi n'est pas seulement due à l'effet mécanique de la croissance. Elle tient aussi, dans une proportion non négligeable, aux migrations de travailleurs vers les pays de l'UE où les salaires sont plus élevés. Il est intéressant de noter que ces pays ont la sagesse de ne pas rechercher un ralentissement précipité de l'inflation. Dans sept d'entre eux, cette dernière devrait être plus élevée en 2007 qu'en 2006, tout en restant inférieure ou égale à 3 % dans quatre des cinq pays de l'Europe centrale. Il n'y a que dans les pays baltes, dont les économies sont quelque peu en surchauffe, que l'inflation s'accélère nettement. On ne note pas non plus, sauf en Hongrie, de politique de rigueur dans le domaine des finances publiques comme il y en a eu durant la période de transition. Au demeurant, la forte croissance, par les recettes qu'elle procure, facilite le *containment* des déficits publics, même si les politiques de réduction de la fiscalité risquent de les creuser. Les calculs du WIIW montrent qu'alors qu'au cours de la période 2001-2003, seuls trois pays (les Etats baltes) sur les huit qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004 avaient satisfait au critère de Maastricht, ils étaient cinq à le faire dans la période 2004-2006. En 2007 il est vrai, sur dix pays cette fois, le déficit de cinq pays devrait être supérieur au seuil de 3 % du PIB et celui de deux, égal à ce seuil. Manifestement, la majorité des Etats privilégient la recherche de la convergence réelle à celle de la convergence nominale, ce qui semble être la voie de la sagesse, quitte à reporter l'intégration dans la zone euro. C'est ainsi que contrairement à la Slovaquie qui en fait déjà partie et à la Slovaquie qui vise toujours une intégration en 2009, les trois plus grands pays de l'Europe centrale n'envisagent pas une entrée dans cette zone avant le début de la prochaine décennie.

La croissance se maintient à vive allure

La croissance dans les dix nouveaux membres de l'Union européenne, après s'être accélérée en 2006 – passant de 4,8 % en 2005 à 6,5 % – revient en 2007 à un taux confortable de l'ordre de 5,5 % par an, qui reste supérieur de trois points à celui de la « vieille » Europe des quinze.

Cette croissance demeure tirée principalement par la demande intérieure (consommation et investissements) qui, dans les cinq pays de l'Europe centrale (à l'exception de la Hongrie), aurait « expliqué » entre 67 et 113 % de l'augmentation du PIB. Elle est, selon les cas, plus ou moins déséquilibrée entre les composantes interne et externe. En République tchèque, en Hongrie et en Slovaquie, la contribution à la croissance de la demande extérieure nette demeure positive (elle est même supérieure à celle de la demande interne en Hongrie en raison de la politique de rigueur). En Pologne, elle est légèrement négative. En Bulgarie et en Roumanie, ainsi que dans les pays baltes, elle est très fortement négative.

Dans les cinq pays d'Europe centrale, la production industrielle se fait remarquer par sa croissance particulièrement rapide, dont le rythme excède largement celui de l'augmentation du PIB. C'est particulièrement manifeste en Slovaquie (la croissance de la production industrielle serait de 14 % en 2007 contre 8,5 % pour le PIB), où le secteur manufacturier (principalement dans l'automobile) est dynamisé par les investissements étrangers, mais aussi en Hongrie (qui afficherait un taux de 8 % à rapprocher des 2,7 % pour le PIB), et, de façon plus surprenante, en Slovénie (qui s'est pourtant caractérisée dans le passé par la modestie de sa croissance industrielle). En Bulgarie et Roumanie, production industrielle et PIB croissent à des rythmes très proches. Dans les pays baltes en revanche, la croissance de la production industrielle (qui s'effondre en Lituanie) est très inférieure à celle du PIB.

Conséquence de cette croissance, le rattrapage par les nouveaux membres de l'Union du niveau moyen du PIB par habitant dans l'Europe des quinze s'accélère par rapport à ce qu'il était au cours de la période précédant l'intégration. C'est ainsi que le niveau moyen du PIB par habitant des huit pays ayant adhéré à l'Union en mai 2004 est passé d'un peu plus de 50 % de celui de l'Europe à quinze en 2004, à près de 55 % en 2006. Les rattrapages sont particulièrement spectaculaires pour les pays baltes et surtout l'Estonie (dont le PIB par habitant est passé d'un peu plus de 46 % en 2001 à près de 65 % en 2006) et la Lettonie (de moins de 34 % à près de 50 %).

Portée par la productivité, la compétitivité se renforce...

La productivité du travail continue à croître très vite. Son essor dans l'industrie a approché ou dépassé 10 % en 2006 dans sept des dix pays (font exception la Bulgarie – mais elle s'est accélérée au premier trimestre de 2007 –, la Lituanie et, surtout, la Lettonie). Les salaires connaissent dans l'ensemble de l'économie une croissance beaucoup plus faible, à l'exception de la Roumanie où elle frise, voire dépasse, les 10 % en 2006 et 2007, soit un rythme très proche de celui de la productivité du travail.

Les coûts unitaires en monnaie locale n'augmentent donc pas, ou même diminuent lorsque l'écart entre évolutions de la productivité et du coût salarial est significatif. Dans l'ensemble, sur la longue période, les coûts unitaires en euros des « sept » pays cités restent relativement stables. S'ils augmentent à certaines périodes (en Slovaquie au deuxième semestre de 2004 et au début de 2007, en Pologne au deuxième semestre de 2004, en particulier), c'est en raison de l'appréciation de la monnaie locale. En Roumanie, la hausse particulièrement élevée des salaires ajoute sa pression à celle qu'exerce l'appréciation de la monnaie pour expliquer une augmentation de ces coûts en euros à certaines périodes (de mai 2004 à mai 2005 et de mai 2006 à janvier 2007). De fait, on observe une tendance à l'appréciation des monnaies depuis janvier 2004 jusqu'en mai 2007 pour quatre pays : République tchèque, Slovaquie (en forte accélération depuis septembre 2006), Pologne (se stabilisant

depuis janvier 2006) et Roumanie. En revanche le forint hongrois connaît une évolution beaucoup plus chahutée (hausse de janvier 2004 à janvier 2005, stabilité de janvier 2005 à septembre 2005, baisse de septembre 2005 à septembre 2006, hausse rapide depuis). Pour sa part, le cours du lev bulgare est stable en raison du régime du *currency board*. En termes réels (« déflatée » par l'évolution des prix à la production dans l'industrie), on retrouve une tendance à la hausse, très marquée pour la Roumanie, moins accentuée pour la Slovaquie, modérée pour la République tchèque, la Pologne et la Bulgarie (par construction). On ne décèle pas d'appréciation en termes réels, en moyenne, pour la Hongrie.

...expliquant la bonne tenue d'ensemble du commerce extérieur

La croissance du commerce extérieur reste très tonique, en particulier celle des exportations, même si l'on observe un net ralentissement de celle-ci en Bulgarie, Estonie et Lituanie au cours des premiers mois de 2007. On distingue deux types d'évolution au cours de 2006 et des premiers mois de 2007 : favorable en raison d'une croissance des exportations supérieure à celle des importations en Hongrie, Slovaquie et Slovénie ; défavorable en raison d'une croissance des importations excédant celle des exportations et se traduisant par un creusement des déficits commerciaux en Bulgarie, Roumanie et dans les pays baltes.

Toutefois, si l'on note une nette tendance à la détérioration du solde des paiements courants de la plupart des pays avec l'extérieur, c'est dû pour une large part à l'impact des profits réalisés par les entreprises sous contrôle de l'étranger, qui apparaissent au débit des comptes courants des pays considérés, alors qu'une partie importante d'entre eux, réinvestis dans les pays, apparaissent au crédit du compte de capital avec les investissements de l'étranger. Cela diminue donc d'autant la signification des soldes des balances des paiements courants avec l'extérieur comme indicateurs de la santé financière des pays considérés.

Au demeurant, le financement extérieur des nouveaux membres est toujours largement sécurisé, dans la plupart des cas, par les entrées de capitaux au titre des flux d'investissements directs de l'étranger (IDE). Globalement, cette couverture du déficit des paiements courants avec l'extérieur par le solde entre les flux entrants d'IDE et les flux sortants demeure très importante, même si elle tend à diminuer : pour les dix pays, après avoir dépassé 100 % en 2005, elle représentait encore 80 % en 2006, mais pourrait être tombée à 63 % en 2007 ; pour les seuls cinq pays de l'Europe centrale, le pourcentage passe de près de 130 % en 2005 à 86 % en 2006 et 82 % en 2007.

Le flux des IDE se maintient pourtant à un niveau très substantiel et, au cours de la période 2004-2006 qui a suivi leur intégration dans l'Union européenne, il a été en moyenne, pour les huit nouveaux adhérents, beaucoup plus élevé (de 36 % en euros constants) qu'au cours de la période 2001-2003 précédant leur adhésion, la majorité de ces investissements provenant de l'Union à quinze. On notera que si, à partir de 2005, le montant cumulé des IDE à destination des cinq pays de l'Europe centrale est à peu près stable, on assiste à un véritable essor de ces investissements vers la Bulgarie, et surtout la Roumanie, et, dans une moindre mesure, à destination des pays baltes. En outre, aux IDE s'ajoutent les transferts en provenance de l'UE. Pour les cinq pays de l'Europe centrale, selon des données fournies par le WIIW, le montant de ces transferts devrait avoir représenté 2 % du PIB en 2007, soit le double par rapport à 2006, et atteindre 3 % en 2008-2009.

Il n'en demeure pas moins qu'en Bulgarie et Roumanie, ainsi que dans les pays baltes, la dégradation des balances des paiements courants justifie une attention particulière. Si en Bulgarie la presque totalité du déficit resterait compensée en 2007 par les flux d'IDE, cette compensation descendrait en dessous de 50 % en Roumanie et elle serait ramenée en dessous de 40 % en Estonie et, plus encore, en Lettonie, en raison du fort creusement de leurs déficits.

L'emploi et la situation sociale

L'emploi est resté longtemps un sujet sensible dans les pays de l'Europe centrale et orientale, comme en a témoigné, malgré une croissance honorable, la persistance d'un niveau de chômage élevé. En effet, le développement économique, porté par les progrès de productivité initiés par les IDE et les restructurations coûteuses en postes de travail, n'a longtemps eu que des effets limités sur le bilan des emplois. Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on peut dire que la situation a significativement changé. Le taux de chômage moyen dans les cinq pays d'Europe centrale, qui était encore de 14 % en 2005, a été ramené à 11,5 % en 2006 et devrait être descendu pour la première fois en dessous de 10 % en 2007, grâce à la réduction spectaculaire du chômage en Pologne (qui, longtemps resté scotché entre 18 et 20 %, serait ramené à 11 % en 2007) et en Slovaquie (où il serait passé de 16 % en 2005 à 11 % en 2007). Dans les trois autres pays, il n'évolue que marginalement, croissant légèrement de 7,2 % à 7,7 % en Hongrie, restant aux environs de 6 % en Slovénie et diminuant de près de 8 % à 6,3 % en République tchèque. Dans les pays baltes, dont les économies en surchauffe sont affectées par des pénuries de certaines catégories de travailleurs, le taux de chômage est particulièrement bas : il devrait évoluer entre 4,5 % en Lituanie et 6 % en Lettonie. Enfin, en Bulgarie, il aurait diminué de 10 % en 2005 à 7,5 % en 2007, alors qu'il resterait stable aux environs de 7 % en Roumanie.

L'augmentation de l'emploi s'est donc très sensiblement accélérée dans l'ensemble des dix pays en 2006, année au cours de laquelle elle a atteint 2,6 % au lieu de 1,3 % en 2005 et seulement 0,5 % en 2004, et elle se poursuit en 2007. Elle est particulièrement forte en Pologne, Slovaquie, Bulgarie, Estonie et Lettonie, pays qui figurent parmi ceux dont la croissance du PIB a été la plus rapide en 2006. Dans ces deux derniers pays, ainsi qu'en Slovénie, le rapport de la population employée à la population active disponible (le « taux d'emploi ») est supérieur à la moyenne de l'Union à quinze, alors qu'il est encore très bas en Pologne (55 %).

Il faut toutefois signaler que la diminution du chômage n'est pas seulement due à une augmentation des emplois sous l'effet de la croissance, mais aussi à l'importance des départs de populations à la recherche de meilleures rémunérations vers d'autres pays de l'Union. Ce phénomène est particulièrement marquant en Pologne et en Roumanie. Il exerce un effet pervers dans la mesure où, affectant des catégories de populations jeunes et bien formées, il provoque des pénuries de main-d'œuvre dans certaines branches d'activité des pays d'origine, obligeant ceux-ci à rechercher de la force de travail disponible à l'extérieur, plus à l'Est (Ukraine, Belarus et, plus récemment, Ouzbékistan et Tadjikistan). Ces pénuries de main-d'œuvre sont particulièrement sensibles, bien entendu, dans l'industrie de l'automobile en République tchèque et en Slovaquie, mais aussi dans des activités de services hautement qualifiés – personnels de santé après l'hémorragie de médecins (notamment polonais et roumains), d'architectes, d'ingénieurs... – et, de façon générale et aiguë, dans le secteur du bâtiment et de la construction (particulièrement en Pologne et dans les pays baltes). Cette situation a conduit les autorités de la République tchèque à mettre en œuvre un programme de « sélection de travailleurs qualifiés de l'étranger », qui propose un permis permanent de résidence pour toute personne ayant vécu et travaillé pendant deux ans et demi dans le pays. Les autorités polonaises envisagent d'établir un programme similaire.

Notons aussi que la situation sur le marché du travail diffère souvent profondément dans un même pays, non seulement selon le domaine d'activité, mais aussi selon la région. Les inégalités régionales sont importantes et se creusent, alors que la mobilité est faible. Si la situation sociale s'améliore dans l'ensemble en raison de la résorption progressive du chômage et de l'élévation des salaires tirés par les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs, force est de constater que de fortes inégalités, que les réformes de la fiscalité et de la protection sociale ne contribuent pas à diminuer, subsistent et se creusent selon les régions, les domaines d'activité et l'histoire particulière des individus.

Des évolutions contrastées selon des groupes de pays

Un pays se distingue : la Slovénie. S'il n'a pas réalisé sur la base de 1989 (voir les tableaux synthétiques à la fin de ce chapitre) la croissance cumulée la plus élevée puisque sa performance vient après celle de la Pologne, il a connu la transition la plus tranquille, la moins heurtée, puis, seul dans son cas, l'intégration dans la zone euro en janvier 2007. Le niveau de vie y était déjà élevé au début des années 1990 et il s'est maintenu en 2006, avec un PIB par habitant de près de 80 % de la moyenne de l'Union à quinze, qui situe la Slovénie au niveau de la Grèce et au-dessus du Portugal. C'est désormais un pays solidement ancré dans l'Union européenne et, à bien des égards, comparable aux « anciens membres » de celle-ci.

La République tchèque et la Slovaquie (les « frères séparés ») ainsi que la Pologne présentent des signes évidents de santé économique. Leur croissance est forte et respecte les équilibres financiers. Elles peuvent envisager, sans précipitation, leur intégration dans la zone euro dans un avenir pas trop lointain, quand elles auront progressé dans la convergence réelle vers la situation moyenne de l'Union. Les écarts observés entre les niveaux de vie de ces pays lors de la chute du Mur sont inchangés : la République tchèque, avec plus de 70 % de la moyenne de l'UE, vient en tête, devant la Slovaquie avec 56 % et la Pologne avec moins de 50 %. Au-delà des turbulences politiques qui ont défrayé la chronique, cette dernière présente une situation économique satisfaisante, même si de nombreux problèmes, qui tiennent pour partie à sa taille qui multiplie les possibilités d'inégalités, restent à résoudre.

Il faut ensuite distinguer la Hongrie qui, malgré une transition caractérisée par un gradualisme raisonnable, aura connu un parcours heurté. Après la mini thérapie de choc du Plan Bokros des années 1995-1996, elle a retrouvé à la fin des années 1990 une croissance qui lui a permis de donner de l'air à son économie et à sa société en revalorisant les salaires et transferts sociaux et en développant les infrastructures. Mais une nouvelle détérioration des équilibres financiers l'a conduite, sous la pression des marchés financiers et de la Commission européenne, à donner un nouveau tour de vis à son économie, qui a fait chuter la croissance à 4 % en 2006 et moins de 3 % en 2007. Si cette potion amère semble donner des résultats positifs du point de vue de l'équilibre des échanges extérieurs, il n'en va pas de même, malgré des coupes sombres dans les dépenses, de l'équilibre des finances publiques très dépendant, on le sait, par les recettes, du niveau de l'activité économique. On peut se demander à cet égard si la politique de rigueur appliquée pour rassurer les marchés financiers n'a pas été trop brutale. En tout état de cause, l'intégration dans la zone euro, que la Hongrie visait à un horizon assez rapproché, et malgré une « euroisation » déjà très poussée, ne semble pas envisageable avant la décennie 2010.

Les pays baltes forment un groupe à part qui mérite une attention particulière. En effet, on peut considérer que leurs économies (surtout celles de l'Estonie et de la Lettonie) sont en surchauffe. Et le ralentissement de leurs croissances, qui étaient encore à deux chiffres en 2005 et 2006 pour ce qui concerne l'Estonie et la Lituanie, ne paraît pas suffisant pour y remédier. La demande interne ne donne pas de signes d'essoufflement et le déficit de leurs échanges avec l'extérieur, qui a toujours été très important, prend des proportions préoccupantes, dépassant 20 % du PIB en 2006 pour la Lettonie alors que la dette extérieure se gonfle. Cette situation, aggravée par les conséquences des mouvements migratoires vers d'autres pays de l'Union, génère des tensions sur les marchés du travail où les pénuries favorisent les hausses de salaires, qui ont atteint des chiffres record de l'ordre de 20 % au cours des premiers mois de 2007. La compétitivité s'en ressent et la croissance de la production industrielle fléchit en Lettonie et, surtout, en Lituanie. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, l'inflation connaisse un rebond, que l'on remarque surtout en Lettonie. Cette évolution reporte à plus tard les espoirs d'intégrer la zone euro. Face à cette situation, les autorités ne disposent que de moyens partiels pour lutter contre ces effets indésirables, en particulier pour intervenir sur le marché monétaire, l'Estonie et la Lituanie étant placées sous le régime du *currency board* et la monnaie

lettonne ayant intégré le mécanisme de change européen en avril 2005. Il ne leur reste que l'arme fiscale. Aidés en cela par l'effet de la forte croissance sur les recettes, ils ont pu maîtriser la situation de leurs finances publiques, l'Estonie parvenant même à dégager un confortable excédent qui a atteint près de 4 % du PIB en 2006, et leur dette publique restant particulièrement modérée. Dans ce domaine, ces pays respectent donc les critères de Maastricht. Et, si le rythme de développement élevé qui leur a permis d'opérer des rattrapages spectaculaires dans le domaine du niveau de vie a pu se maintenir jusqu'ici sans trop de dommages, c'est que leurs économies ont été en quelque sorte transfusées en permanence par le flot des capitaux émanant principalement de leurs voisins nordiques de l'Union européenne. Par ailleurs, le fait que leur système bancaire soit en quasi-totalité contrôlé par les intérêts étrangers diminue les risques et les inquiétudes des marchés financiers. Mais il faut bien voir que ces Etats, en particulier l'Estonie et la Lettonie, sont en première ligne parmi les pays susceptibles d'être frappés par les conséquences d'une aggravation de la crise financière mondiale.

Les deux derniers entrés dans l'Union, la Bulgarie et la Roumanie, poursuivent leur intégration à bonne allure. Mais malgré une croissance respectable de 6,1 % pour la Bulgarie et 7,7 % pour la Roumanie en 2006, leur niveau de vie mesuré par le PIB par habitant, de l'ordre de 36 % de la moyenne de l'Union à vingt-cinq en 2006, reste très inférieur à celui des autres nouveaux membres de l'Union. Cela peut constituer un élément de justification à la forte hausse des salaires réels constatée au cours des premiers mois de 2007. Avec un taux d'inflation de l'ordre de 7 % en 2006, qui pourrait certes être ramené entre 4 et 5 % en 2007, et un déficit des échanges extérieurs qui se creuse (et atteint près de 16 % du PIB pour les paiements courants en Bulgarie en 2006), leur situation financière est loin d'être stabilisée. Il est clair que, tant du point de vue de la convergence réelle que de celui de la convergence nominale, ces deux pays sont encore en transition et loin de leurs partenaires, même s'ils semblent être sortis des situations critiques qu'ils ont connues au début de la décennie. La Bulgarie, libérée de ses engagements vis à vis du FMI, mais non du corset du *currency board*, semble donner de l'air à son économie, alors que la Roumanie, longtemps caractérisée par un taux d'inflation très élevé, a vu celui-ci descendre en dessous de 7 % en 2006 et peut envisager de le voir ramené à 4 % en moyenne en 2007. Il n'y a pas d'inquiétude exagérée à avoir à leur sujet, mais les efforts qu'ils ont à accomplir pour consolider leur position dans l'Union restent considérables.

Conclusion

Du strict point de vue de l'économie, l'intégration des pays de l'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne se présente aujourd'hui globalement comme une réussite. Le bilan de trois ans de présence (de 2004 à 2006) dans l'UE de huit d'entre eux donne des performances économiques plus qu'honorables, dont témoignent la plupart des indicateurs : accélération de la croissance du PIB (passée de 3 % en moyenne au cours des trois années précédant l'intégration à 5,3 %) et, plus spectaculaire encore, de celles des investissements domestiques (de 0,3 % à 8,3 %) et des exportations (de 10 à 18,7 %) ; diminution (de près de 15 % à 13 %) du taux de chômage et accélération du rattrapage du niveau de vie moyen de l'Union ; cela sans détérioration des équilibres financiers (l'inflation et la situation des finances publiques manifestent même une amélioration).

Les résultats sont moins probants au niveau social, mais, avec l'aide des fonds européens dont l'apport, s'il est bien utilisé pour moderniser les infrastructures économiques et sociales et améliorer l'aménagement du territoire, représente un véritable plan Marshall, les nouveaux membres sont en mesure de réussir leur *catching up* du niveau de vie de l'Union, à condition qu'ils ne mettent pas le pied (comme semble le faire la République tchèque, ou risque de le faire la Pologne, par exemple) dans le piège du démantèlement de la protection sociale et de la fiscalité en espérant de fallacieux progrès de compétitivité, et qu'ils sachent mener une politique de redistribution appropriée des bénéfices qu'ils tirent de leur intégration dans l'Union.

LA CROATIE ET LA SERBIE

Les deux pays suivent leur route, avec le décalage observé dans le *Tableau de bord 2006*. Mais plus encore que leurs performances économiques, ce sont des considérations politiques qui peuvent retarder leur intégration dans l'UE, à un moment où celle-ci fait une pause et réfléchit à son avenir et à ses frontières. En ce qui concerne la Serbie, s'ajoute l'épineuse question du Kosovo.

La Croatie a plusieurs longueurs d'avance sur la Serbie. L'évolution de son économie présente beaucoup de similitudes avec celle des économies des nouveaux membres de l'Union. Sa croissance, qui se poursuit à un rythme annuel de l'ordre de 5 % depuis le début de la décennie, est tirée par la demande domestique – consommation privée et formation brute de capital fixe – sans que cela affecte outre mesure la situation financière interne qui demeure, dans l'ensemble, saine. Seul sujet de préoccupation : les échanges extérieurs qu'une augmentation des importations plus rapide que celle des exportations tend à déséquilibrer, creusant un déficit commercial important mais partiellement compensé par un confortable excédent des échanges de services au titre du tourisme. La dette extérieure est élevée. Du strict point de vue économique, la Croatie n'est pas loin de remplir les conditions d'une adhésion à l'Union européenne.

La Serbie n'est pas dans cette situation et l'évolution de son économie est beaucoup plus heurtée, même si l'on note d'incontestables progrès. Tout d'abord, elle affiche elle aussi, depuis 2004, des taux de croissance élevés et son potentiel économique et humain est important, même si l'industrie qui avait fait sa force dans l'ex-Yougoslavie, touchée par les conflits et l'obsolescence, demeure à la traîne des services, mais pourrait être rapidement revitalisée par des IDE substantiels. Les équilibres financiers sont quelque peu chahutés. L'inflation qui, alimentée par de très fortes hausses des salaires, était à deux chiffres depuis trois ans et fait l'objet d'une surveillance et d'une politique active de la Banque centrale, est tombée brutalement aux abords de 5 % au premier trimestre de 2007. Les autorités semblent en mesure de contenir le déficit des finances publiques, réapparu cette année, inférieur à 1 %, malgré les chefs de dépenses que sont le versement de subventions aux entreprises encore socialement détenues et les hausses des salaires publics. L'augmentation des exportations, toutefois rattrapée par celle des importations qui creusent un important déficit des échanges commerciaux et, par voie de conséquence, des paiements courants, mais aussi un niveau élevé d'IDE assurant un financement extérieur, telle est la situation des échanges extérieurs de la Serbie dont le taux d'endettement demeure pourtant nettement inférieur à celui de la Croatie. Mais il lui reste encore un long chemin à parcourir pour moderniser et stabiliser son économie si les tensions politiques internes et externes lui laissent la latitude de le faire.

LA RUSSIE ET L'UKRAINE

Les économies de la Russie et de l'Ukraine, dévastées au cours des années 1990, poursuivent de concert leur redressement à vive allure.

La Russie a pris un franc virage dans sa politique économique qui explique la poursuite d'une croissance qui surprend parfois les experts. En effet, après plusieurs années d'hésitations s'apparentant à du « laisser-faire », les autorités ont clairement opté pour une politique plus interventionniste incluant la notion controversée de politique industrielle. C'est donc dans cet esprit qu'il faut comprendre la reprise en main de l'économie par la puissance publique des secteurs stratégiques de l'énergie et des métaux, ou encore l'aéronautique, fondée sur la constitution de puissants groupes à large participation publique et contrôlés par la présidence et le gouvernement. Ces groupes ont pour fonction de consolider le développement du marché domestique et également, en investissant en

Europe et dans le monde, d'accroître la puissance d'action économique de la Russie.

Par ailleurs, la décision d'affecter une partie substantielle des sommes gelées dans le Fonds de stabilisation au financement des infrastructures laissées en jachère, et, plus généralement, au soutien de projets d'intérêt national, constitue aussi un virage majeur dans la conduite de l'économie russe, même s'il convient d'attendre et d'observer si les réalisations sont à la mesure des annonces.

De fait, la croissance du PIB continue d'être fort vive : après s'être située, en moyenne, autour de 7 % de 2003 à 2006, elle a approché 8 % au premier trimestre de 2007 et pourrait rester au-dessus de 7 % pour l'ensemble de l'année. Plus significatives encore sont l'accélération de la croissance de la production industrielle, plafonnée à 4 % en 2005 et 2006, qui aurait dépassé 8 % au premier trimestre de 2007, et celle de la croissance des exportations de produits manufacturés venant relayer les exportations d'énergie dont on peut craindre l'essoufflement à moyen et long terme, ce qui soulage quelque peu une balance commerciale affectée par l'envol des importations de la même catégorie des biens manufacturés. Cela témoigne de ce que l'industrie manufacturière russe est sur la voie d'un certain renouveau, même si sa compétitivité, déjà médiocre, peut être affectée par la forte croissance des salaires (13,5 % en 2006) et, surtout, par l'appréciation du rouble.

L'effet de la forte croissance de l'activité économique s'ajoute à celui des prélèvements sur les exportations de produits primaires pour générer d'importantes rentrées fiscales qui expliquent l'existence d'un confortable surplus du budget public ayant atteint 8,5 % du PIB en 2006. Ce surplus devrait cependant être fortement réduit dans l'avenir en raison de l'augmentation des dépenses publiques liées aux grands programmes du gouvernement. L'inflation est en recul progressif, elle est passée pour la première fois légèrement en dessous de 10 % en 2006.

Les scénarios pour le futur sont encore incertains. Même si l'économie russe semble désormais sortie de l'ornière où elle avait été plongée dans les années 1990, son développement au rythme fixé comme objectif par les autorités, nécessaire compte tenu des immenses besoins à satisfaire, n'est pas assuré. Tout dépendra de l'aptitude des opérateurs publics et privés à dépenser efficacement les importantes sommes issues du Fonds de stabilisation ou résultant du surplus budgétaire. La complexité des structures administratives, l'immensité du territoire, la corruption, les mauvaises habitudes prises par les gestionnaires et le manque de personnel technique compétent pour réaliser les ambitieux programmes décidés, sont autant d'obstacles redoutables à cet égard. En outre, la réussite des programmes ambitieux définis par la puissance publique est conditionnée par la mise en place de nouveaux instruments financiers permettant de canaliser l'épargne publique et privée vers les besoins prioritaires en investissements, de constituer un tissu efficace de PME et de mettre en œuvre une véritable politique d'aménagement du territoire à l'échelle de la Russie, qui n'existe pas actuellement. En fonction de l'intensité et de l'efficacité des efforts entrepris pour dynamiser et moderniser l'économie, la palette des taux de croissance du PIB à moyen terme pour la Russie va de 5 à 8 % par an.

Pour sa part, l'Ukraine est parvenue jusqu'ici à tirer son épingle du jeu malgré des soubresauts politiques à répétition. Stimulée par une consommation croissant de près de 15 % en 2006 et largement financée à crédit, ainsi que par des exportations progressant de 10 %, la croissance du PIB, après un fort ralentissement en 2005, a retrouvé un taux élevé de l'ordre de 7 % en 2006. Celle de la production industrielle au cours du premier trimestre de 2007 est encore plus impressionnante (12,5 %) et les investissements domestiques, comme les exportations, sont en plein essor avec des taux de croissance approchant respectivement 20 et 25 % sur la même période. Tout montre que la machine tourne à plein régime, indifférente aux états d'âme politiques. En conséquence, la croissance des revenus (elle aussi proche de 20 %) est très élevée. Malgré l'expansion de l'activité économique, l'inflation reste contenue aux environs de 10 %, ce qui, pour un pays encore largement en transition comme l'Ukraine, n'est pas vraiment alarmant. Certes, le solde de la balance courante des échanges avec l'extérieur, qui était largement positif jusqu'en 2005, est devenu négatif (de 1,5 % du PIB en 2006) et se creuse. Mais ce déficit, qui tient pour une large part à l'augmentation (de plus de 20 %) des importations, est largement financé par les flux entrants d'IDE, alors que les réserves en devises continuent à croître. Enfin, la confiance en la monnaie locale, la hryvna, se renforce.

Tableaux synthétiques

Tableau 1 : Croissance du PIB en %

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)	2006/1989 = 100**
Bulgarie	4,5	5,0	6,6	6,2	6,1	6	101
Hongrie	4,4	4,2	4,8	4,1	3,9	2,2-2,7*	134
Pologne	1,4	3,9	5,3	3,6	6,1	6	158
Roumanie	5,1	5,2	8,4	4,1	7,7	6	113
Slovaquie	4,1	4,2	5,4	6,0	8,3	8,5	137
Slovénie	3,4	2,7	4,4	4,0	5,2	5,5**	141
Rép. tchèque	1,9	3,6	4,6	6,5	6,4	5	130
Estonie	8,0	7,1	8,1	10,5	11,4	9,5	145
Lettonie	6,5	7,2	8,7	10,6	11,9	10,7***	113
Lituanie	6,9	10,3	7,3	7,6	7,5	8*	108
Croatie	5,6	5,3	4,3	4,3	4,8	5,5**	105
Serbie	4,2	2,5	8,4	6,2	5,7	7*	64
Russie	4,7	7,3	7,2	6,4	6,7	7,5*	93
Ukraine	5,2	9,6	12,1	2,6	7,1	8*	63

Sources : WIIW ; * : prévision d'expert ; ** : BERD ; *** : Economist Intelligence Unit

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 : Déficit public général (General government balance) (en % du PIB)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Bulgarie	-0,7	0,0	1,7	3,2	3,7	3
Hongrie	-8,9	-7,2	-6,4	-7,8	-9,2	-6,3
Pologne	-5,0	-6,3	-5,7	-4,3	-4,0	-3
Roumanie	-3,2	-2,0	-1,5	-1,4	-1,9	-3,5
Slovaquie	-7,7	-2,8	-2,4	-2,8	-3,4	-3
Slovénie	-2,5	-2,8	-2,3	-1,5	-1,4	-0,6***
Rép. tchèque	-6,8	-6,6	-2,9	-3,5	-2,9	-4,2
Estonie	0,4	2,0	2,3	2,3	3,8	3,5
Lettonie	-2,3	-1,6	-1,0	-0,2	0,4	-
Lituanie	-1,9	-1,3	-1,5	-0,5	-0,3	-0,5**
Croatie	-5,0	-6,2	-4,9	-4,1	-3,0	-3
Serbie*	-8,3	-3,4	0,0	0,9	2,7	-0,6**
Russie	0,9	1,3	4,5	8,1	8,5	4
Ukraine	0,7	-0,2	-3,2	-1,8	-0,7	-0,6**

Sources : WIIW ; * : BERD , ** : prévision d'expert ; *** : ministère des Finances slovène

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 3 : Croissance des prix à la consommation (moyennes annuelles, en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Bulgarie	5,8	2,3	6,1	5,0	7,3	5
Hongrie	5,3	4,7	6,8	3,6	3,9	7-7,6*
Pologne	1,9	0,8	3,5	2,1	1,0	2,3
Roumanie	22,5	15,3	11,9	9,0	6,6	4,6
Slovaquie	3,3	8,5	7,5	2,7	4,5	3
Slovénie	7,5	5,6	3,6	2,5	2,5	3,3**
Rép. tchèque	1,8	0,1	2,8	1,9	2,5	3
Estonie	3,6	1,3	3,0	4,1	4,4	7,2***
Lettonie	1,9	2,9	6,2	6,7	6,8	7,5
Lituanie	0,3	-1,2	1,2	2,7	3,8	7*
Croatie	1,7	1,8	2,1	3,3	3,2	2,8
Serbie	16,6	9,9	11,4	16,2	11,6	7*
Russie	16,0	13,6	11,0	12,5	9,8	10*
Ukraine	0,8	5,2	9,0	13,5	9,1	11*

Sources : WIIW ; * : prévision d'expert ; ** : IMAD ; *** : septembre 2007 ; (e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 4 : Flux d'investissements directs étrangers (nets) (millions de dollars)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)	Investis. cumulés 1989-2006	Investissement cumulés par tête 1989-2006 (en \$)
Bulgarie	876	2070	2879	3938	5331	5389	19225	2497
Hongrie	2722	479	3542	5412	3055	3000	45738	4545
Pologne	3901	4284	12259	7013	10037	10000	81665	2142
Roumanie	1080	2156	6368	6587	11430	5131	35550	1636
Slovaquie	4130	737	1403	1951	3797	2600	17544	3255
Slovénie	1508	-174	281	-88	-377	1012	2652	1333
Rép. tchèque	8282	1814	3941	11630	4667	5200	57922	5650
Estonie	153	763	703	2252	569	600	6790	5048
Lettonie	250	256	596	603	1487	1100	5807	2531
Lituanie	714	142	510	689	1585	1000	6467	1902
Croatie	580	1932	732	1551	3170	3845	13623	3067
Serbie	475	1360	966	1481	4400	3000	9837	1312
Russie	-72	-1769	1662	119	7387	20000	14879	105
Ukraine	698	1411	1711	7533	5336	5500	21451	455

Sources : BERD (utilisant FMI et Banques centrales). Statistiques de balances des paiements ; (e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 5 : Taux de chômage (en % de la pop. active, moyenne annuelle, méthode : enquêtes emploi – Concept du BIT)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Bulgarie	17,8	13,7	12,0	10,1	9,0	7,5
Hongrie	5,8	5,9	6,1	7,2	7,5	7,7
Pologne	19,9	19,6	19,0	17,8	13,9	11
Roumanie	8,4	7,0	8,0	7,1	7,2	7
Slovaquie	18,5	17,4	18,1	16,2	13,3	11
Slovénie	6,4	6,7	6,3	6,6	6,0	5,8
Rép. tchèque	7,3	7,8	8,3	7,9	7,1	6,3
Estonie	10,3	10,0	9,6	7,9	5,9	5
Lettonie	12,4	10,6	10,4	8,7	6,8	6
Lituanie	13,8	12,4	11,4	8,3	5,6	4,5
Croatie	14,8	14,3	13,8	12,7	11,1	10,8
Serbie	13,3	14,6	18,5	20,8	20,9	-
Russie	7,9	8,2	7,8	7,2	7,2	7
Ukraine	9,6	9,1	8,6	7,2	6,8	6,5

Sources : WIIW ; (e) : estimation ; (p) : prévision

L'Europe du Centre-Est en 2007 : les limites du national-populisme

par Jacques Rupnik

L'échec du nationalisme antieuropéen en Pologne

Jamais depuis les premières élections libres de juin 1989, un scrutin polonais n'avait suscité autant d'intérêt dans le pays comme dans toute l'Europe. Les résultats des élections anticipées du 21 octobre 2007 furent une défaite du gouvernement des frères Kaczynski et de leur parti Droit et Justice (PiS) avec 32 % des voix, et une victoire nette de l'opposition libérale de la Plateforme civique (PO) qui en obtint 41 %. Donald Tusk, son leader et nouveau Premier ministre, se fixa d'emblée pour objectif de « rétablir la Pologne au cœur de l'Europe ».

Comment interpréter les résultats ? S'agit-il d'abord d'un changement de style ou bien est-ce l'orientation profonde de la politique polonaise ? Et quelles en sont les implications pour la politique européenne ?

En septembre 2005 les Kaczynski avaient décrit leur victoire comme celle de la « Pologne solidaire » sur la « Pologne libérale ». Ils formèrent une coalition avec deux partis extrémistes, nationalistes et anti-européens, la Ligue des familles polonaises (LPR) et Autodéfense (Samoobrona). Pendant deux ans, le ressort principal de la politique du gouvernement fut une stratégie de la tension permanente, la polarisation à l'intérieur et l'adversité à l'extérieur. L'ennemi intérieur, c'étaient les élites libérales de centre gauche ou de centre-droit qui avaient mené à bien la transition jusqu'à l'adhésion à l'Union européenne. Le double instrument pour les combattre se trouvait tant dans la lutte contre la corruption que dans la décommunisation (nouvelle loi de « lustration » proposée en 2007, mais jugée non conforme à la Constitution par la Cour constitutionnelle). L'adversaire extérieur, c'étaient d'abord l'Allemagne et l'Union européenne (perçue précisément comme l'habillage des intérêts allemands) et la Russie.

Cette page semble désormais tournée grâce à la mobilisation électorale des jeunes. La participation en octobre 2007 a été de 54 %, contre 41 % seulement lors des élections précédentes de 2005. La jeune génération (moins de 25 ans) a voté à 55 % pour la Plateforme et à 24 % seulement pour le PiS. Au contraire, 41 % des électeurs de plus de 60 ans ont choisi le PiS et 28 % le PO. Au-delà du clivage générationnel, on retrouve ceux, apparus dès 2005, entre une Pologne urbaine et rurale, et entre une Pologne occidentale et orientale. La Plateforme civique puise la grande majorité de ses électeurs dans la Pologne urbaine, occidentale et au niveau d'éducation plus élevé, alors que le PiS a son assise dans une Pologne rurale (de petits propriétaires) dans la partie orientale du pays dont les électeurs sont plus pauvres et d'un niveau d'éducation inférieur.

La défaite du national-populisme confirme donc une bipolarisation du champ politique avec cette particularité qu'il s'agit d'une bipolarisation entre une droite libérale et une droite conservatrice. La gauche démocratique (LiD), alliance nouvelle des ex-communistes et des ex-dissidents (!), est éclipsée avec 13 % : l'électorat de gauche a voté utile pour faire échec au PiS. L'autre fait marquant est l'échec des deux partis extrémistes membres de la coalition gouvernementale, la LPR et Samoobrona, qui n'ont pas atteint le seuil nécessaire pour entrer au Parlement. Les frères Kaczynski avaient refusé en 2005 l'idée d'une coalition avec la Plateforme civique au profit d'une coalition avec les ultras. Le rejet des alliances avec l'extrémisme europhobe a amplifié la victoire des libéraux.

Dans quelle mesure l'alternance au pouvoir annonce-t-elle non seulement un changement de style, mais aussi un changement d'orientation politique ? Donald Tusk a d'emblée annoncé sa volonté de « réconcilier » les Polonais après la polarisation aiguë des deux dernières années, et d'adopter un ton plus conciliant avec les partenaires européens. Les Kaczynski avaient tenté de mener de front une politique à la fois anti-européenne, anti-allemande et anti-russe. On ne peut qu'escompter un

infléchissement sur les trois fronts. La Pologne va ratifier le traité « simplifié » de l'Union européenne, y compris sa charte des droits fondamentaux. Les Kaczynski donnaient nettement la priorité aux relations avec Washington sur les relations avec Bruxelles. La Plateforme promet une position plus équilibrée. Plus ferme avec Washington (avec le retrait du contingent polonais d'Irak et la volonté de tirer le maximum de contreparties du bouclier antimissile), plus accommodant avec l'UE : pourquoi affronter une institution qui fournit à la Pologne 75 milliards d'euros pour la période budgétaire actuelle, quand plus de 80 % des Polonais se disent satisfaits que leur pays en fasse partie ? Autre infléchissement attendu : à la différence de ses prédécesseurs, Donald Tusk promet l'adhésion à l'euro dans les cinq ans.

Il n'est pas certain cependant que le changement soit aussi marqué. Rappelons que ce sont les libéraux qui avaient lancé le slogan « Nice ou la mort », refusant de céder sur la réforme des institutions. Sur le fond, le nouveau gouvernement ne changera pas l'objectif d'affirmation de la Pologne au sein de l'Union. L'administration Bush a fait du pays le leader régional de la « nouvelle Europe ». Le gouvernement cherchera à garder ce statut dans le cadre de la nouvelle administration américaine attendue après les élections présidentielles de 2008. Il souhaite également introduire la *flat tax* dès que possible. Si tel était le cas, après l'adoption de cette dernière par la Slovaquie et la République tchèque, l'Estonie et la Roumanie, on verrait une zone *flat tax* en Europe du Centre-Est qui sonnerait le retour d'une zone de compétition fiscale au sein de l'UE, ce qui ne manquerait pas de tendre les relations avec certains anciens membres de l'Union.

Le cas de la Pologne illustre la poussée populiste à laquelle on assiste dans plusieurs pays membres depuis leur adhésion à l'Union européenne en 2004. Il y a là une remise en question du consensus des élites sur les contraintes de la période de transition de la décennie passée, et une réaction de décompression après l'adhésion. Mais le cas polonais suggère aussi ses limites : l'UE fournit un cadre institutionnel et politique aux poussées populistes qui peuvent être déstabilisantes, mais restent contenues.

Le retour des nationalistes en Slovaquie

La Slovaquie fournit l'autre exemple qui permet d'illustrer cette hypothèse. Le parallèle avec la Pologne concerne la constitution à l'été 2006 d'une coalition entre le parti populiste de gauche du Premier ministre Robert Fico, Smer (Direction), avec deux partis nationalistes radicaux : le HZDS de Vladimir Meciar et le Parti national slovaque (SNS) de Jan Slota (l'équivalent du Front national en Slovaquie). Un an plus tard, on assiste à une escalade verbale en passe de déboucher sur une crise sérieuse des relations entre la Slovaquie et la Hongrie. Tout commence en août 2007, lors d'un remaniement à la tête du parti de la minorité hongroise en Slovaquie (SMK) et du remplacement d'un leader modéré, Bela Bugar, par un radical, Pal Csaky. Ce dernier déclare d'emblée qu'il exigera le dédommagement des Hongrois spoliés au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale par l'adoption des décrets Benes de 1945, concernant la nationalisation des biens allemands et hongrois en Tchécoslovaquie. Le parlement slovaque adopte en septembre 2007 une résolution unanime (à l'exception du parti de la minorité hongroise) affirmant que les décrets sont intouchables. Le président hongrois Laszlo Solyom déclare alors que le parlement slovaque vient de donner une « claque » aux Hongrois, et la classe politique hongroise proclame le boycott des contacts officiels avec la Slovaquie. Cela n'empêche pas le président Solyom de se rendre en visite privée en Slovaquie et d'y réitérer ses critiques lors d'une réunion publique à Komarno. La présidente du parlement de Budapest, Katalin Szilli, en visite privée également, fait une déclaration publique analogue. Dans les deux cas, le leader de la minorité hongroise de Slovaquie est présent aux côtés des orateurs. Le Premier ministre slovaque réplique qu'il « refoulera le président hongrois dans l'espace qui lui revient ». Son allié dans la coalition, Jan Slota, n'est pas en reste dans cet échange d'amabilités lorsqu'il assène que les Hongrois ont été pires que les Allemands pendant la guerre !

Les sources de la crise sont à chercher dans la situation politique interne des deux pays. En Slovaquie, la présence de deux partis nationalistes dans la coalition gouvernementale donne le ton et fait qu'il n'est pas question pour le Premier ministre de laisser le terrain à ces deux alliés et néanmoins rivaux. En Hongrie, le gouvernement est affaibli par les aveux de mensonge du Premier ministre Ferenc Gyurcsanyi et par les campagnes incessantes de l'opposition national-conservatrice de Viktor Orbán réclamant sa démission (depuis l'automne 2006). Sur la défensive, Gyurcsanyi et son gouvernement compensent leur faiblesse interne par la vigilance et la surenchère dans le soutien à la minorité hongroise.

Le ministre slovaque des Affaires étrangères, Jan Kubis, comme son homologue hongrois, est resté très modéré, mais déplore ne déceler aucune volonté politique de maîtriser les passions nationalistes. Dans le doute on s'en remet implicitement à l'Union européenne qui n'a pas pris encore la mesure du danger que représente la crise, non seulement pour les relations bilatérales, mais pour la philosophie même du projet européen sensé désamorcer les conflits nationalistes par l'interdépendance et le projet partagé de l'intégration européenne.

Les cas polonais et slovaque amènent à formuler deux observations de portée plus générale pour la politique centre-est européenne. Les poussées populistes sont une réaction au consensus des élites sur les priorités de la transition à l'économie de marché et les contraintes qu'implique l'adhésion à l'Union européenne. Elles peuvent amener au pouvoir des partis nationalistes radicaux avec le dilemme suivant pour les frères Kaczynski en Pologne et Robert Fico en Slovaquie : comment récupérer les électeurs des partenaires extrémistes de la coalition (en récupérant leurs thèmes et leur discours) sans dépasser les limites qu'impose l'appartenance à l'UE ? La perspective européenne a été un facteur de modération des conflits politiques dans la phase de pré-adhésion. Mais l'appartenance à l'Union peut avoir un double effet face aux poussées du populisme : dans le contentieux entre la Slovaquie et la Hongrie, elle semble donner aux protagonistes un sentiment de sécurité qui libère leur agressivité verbale et contribue à l'escalade. En Pologne le facteur européen semble avoir contribué à fixer les limites institutionnelles et politiques des stratégies populistes.

Première partie

Les nouveaux membres de l'Union européenne

I.- Evolution macroéconomique

La croissance économique soutenue (supérieure à 6 % depuis 2004) se poursuit en Bulgarie avec une hausse du PIB de 6,1 % en 2006 et de 6,6 % au premier semestre de 2007, selon des données préliminaires. Elle devrait être de l'ordre de 6 % pour l'ensemble de l'année 2007. Cette dynamique est due principalement à l'augmentation de la demande domestique, dont les composantes ont enregistré une croissance record au cours des premiers mois de l'adhésion du pays à l'Union européenne : la formation brute de capital fixe a bondi de près de 36 % et la consommation des ménages a crû de plus de 8 % par rapport au premier trimestre de 2006. Les augmentations prévues pour l'ensemble de 2007 sont, respectivement, de 25 % et 7 %. La valeur ajoutée du secteur des services lors du premier trimestre de 2007 a été supérieure de 8,1 % à celle enregistrée au cours de la période correspondante de 2006, grâce notamment à l'excellente tenue de la branche de l'intermédiation financière (+40 %). La valeur ajoutée trimestrielle dans l'industrie (+7,6 %) a été la plus élevée jamais enregistrée depuis 1999 ; pour l'année 2007, on s'attend à une croissance de 7 %. Si l'activité de construction reste particulièrement florissante (+15,5 %), la branche des industries de transformation affiche également de bons résultats (+14,5 %), parallèlement à la réorientation des ventes vers le marché intérieur. Enfin, si la valeur ajoutée dans l'agriculture a crû de 2,5 % au cours du premier trimestre de l'année, les mauvaises conditions climatiques durant les mois suivants ne laissent pas présager une tendance similaire pour le reste de l'année.

Le commerce extérieur apporte une contribution négative à la dynamique du PIB. Fin mars 2007, le déficit du solde commercial a atteint 28,7 % du PIB. Le rythme de progression des flux commerciaux a chuté considérablement par rapport à l'année précédente : durant les cinq premiers mois de 2007, les exportations n'ont augmenté que de 6,7 % (contre 30,5 % au cours de la même période de 2006) et, pour l'ensemble de l'année, le taux de croissance devrait plafonner autour de 10 %, contre près de 27 % en 2006. La fermeture de deux réacteurs de la centrale nucléaire de Kozloduy, suite aux pressions de l'Union européenne, peut expliquer en partie cette chute. Ses conséquences pèseront sans doute durablement sur le commerce extérieur, dans la mesure où la Bulgarie va cesser d'être exportateur net d'électricité.

Un ralentissement relatif est à noter également du côté des importations. Néanmoins, leur rythme de progression (+ 17,4 % lors des cinq premiers mois de 2007 par rapport à la période correspondante de 2006 et 15 % pour l'ensemble de l'année) reste nettement supérieur à celui des exportations et participe ainsi au creusement du déficit commercial. Il se peut toutefois qu'à plus long terme les chiffres soient moins préoccupants qu'il n'y paraît. En effet, les importations soutenues reflètent notamment la tendance à l'augmentation des investissements destinés à développer l'activité de nombreuses entreprises exportatrices ou à mettre en place de nouvelles unités de production tournées vers les marchés extérieurs. Si, dans un premier temps, les achats de biens d'équipement fabriqués à l'étranger aggravent l'état du solde commercial, ils créent aussi les conditions pour une augmentation des exportations à un stade ultérieur. En attendant, le déficit commercial est responsable du creusement du déficit du compte courant qui a atteint 15,8 % du PIB en 2006 avant de se réduire quelque peu au début de 2007 (9,7 % du PIB sur les cinq premiers mois). Au cours de cette même période, les investissements directs de l'étranger ont couvert moins de deux tiers de ce déficit alors que leur montant record en 2006 (plus de 4 milliards d'euros) avait permis de résorber largement le déficit courant. L'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne en fait une destination *a priori* moins risquée. Par conséquent, malgré une certaine décélération des IDE au début de 2007, le pays devrait continuer à attirer les investisseurs, grâce notamment au faible taux d'imposition des

bénéfices (10 %) et au coût relativement bas du travail.

Après une recrudescence de l'inflation en 2006 (7,3 % sur l'ensemble de l'année), le premier semestre de 2007 a montré une tendance plus favorable avec une hausse des prix à la consommation de 2 % en glissement de décembre à juin. L'été 2007 a cependant été marqué par une augmentation significative du prix de plusieurs denrées alimentaires de base : les céréales, le pain, le fromage, la viande de volaille, les œufs et de nombreux légumes. Le prix du pain a par exemple bondi de 10 % en juillet par rapport à juin, et celui de la viande de volaille de 5 %, répercutant la hausse des prix des céréales (+ 30 % pour le blé, + 17 % pour le maïs). Les producteurs de céréales expliquent cette augmentation par la sécheresse qui a détruit leurs récoltes, et le coût croissant de l'énergie. Le gouvernement en a accusé certains de profiter des aléas naturels et de se préserver des éventuelles pertes futures en augmentant les prix au plus fort de l'été. Durant le reste de l'année, les tendances inflationnistes au sein de l'économie se sont poursuivies au gré des concessions accordées par le gouvernement à différentes catégories sociales à l'approche des élections municipales en automne, et il est prudent de prévoir pour l'ensemble de l'année 2007 une augmentation des prix à la consommation d'au moins 5 %.

Ces concessions ont été facilitées par la fin des relations étroites que le pays entretenait avec le FMI depuis 1997, au terme de multiples accords dont le dernier s'est soldé en mars 2007 par le remboursement anticipé de 225 millions d'euros de dette envers cette institution. Le carcan dans lequel était maintenue la politique fiscale bulgare depuis dix ans est désormais desserré. A la fin du premier trimestre de 2007, le budget des administrations centrales affichait un surplus impressionnant de 4,7 % du PIB, et la dette publique était inférieure à 21 % du PIB. Pour l'ensemble de l'année, le surplus devrait être ramené aux environs de 3 % du PIB. Les bonnes performances dans ces domaines depuis plusieurs années alimentent les espoirs des autorités concernant l'éligibilité du pays en vue de l'adoption de l'euro à l'horizon 2010-2011. La Banque centrale européenne ne cache pourtant pas un certain scepticisme quant à la capacité du pays d'endiguer l'inflation dans une période de forte croissance économique qui doit rester supérieure à 5 % durant les deux prochaines années.

L'accélération de la croissance en 2006 et 2007 s'accompagne d'une baisse continue du chômage. En mai 2007, pour la première fois depuis plus de dix ans, son taux (méthode du BIT) est descendu sous la barre des 8 % de la population active. Il a ainsi été divisé par deux par rapport à 2002 et pourrait être ramené à 7,5 % en moyenne pour l'année 2007. La part des chômeurs de longue durée et de ceux de moins de 24 ans dans le total des chômeurs diminue, mais l'inadéquation entre la qualification des demandeurs d'emploi et le profil recherché par les employeurs perdure. Selon une enquête réalisée par l'Institut national de la statistique, deux tiers des employeurs déclarent actuellement éprouver des difficultés à trouver les salariés dont ils ont besoin.

II.- Bilan de l'intégration européenne

1.- COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

L'économie bulgare est fortement intégrée au marché européen. Ce dernier compte actuellement pour deux tiers des exportations et pour la moitié des importations du pays. L'orientation européenne des échanges est confirmée par le fait que, depuis l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, les exportations vers des pays tiers ont baissé de près de 5 % et les importations en provenance de ces

pays de plus de 20 %. L'adhésion est synonyme de changements majeurs dans l'environ-

nement économique, dans les exigences et les capacités de développement des entreprises nationales. Les entrepreneurs peuvent désormais bénéficier des aides financières des fonds structurels et du Fonds de cohésion de l'UE. L'un des programmes opérationnels (*cf. infra*) est orienté directement vers le renforcement de la compétitivité du système productif. Il comporte quatre axes :

- développement des connaissances économiques, des innovations technologiques, de la propriété intellectuelle ;
- promotion des PME, des réseaux d'affaires, des technologies propres et de la productivité ;
- augmentation des ressources financières mises à la disposition des entreprises par la création de fonds de garantie pour le capital-risque et les microcrédits ;
- renforcement du positionnement international de la Bulgarie.

Le premier de ces axes est d'une importance essentielle pour l'économie bulgare dont le retard en matière d'innovation compromet sérieusement la réorientation de la structure productive et le succès des firmes à l'international. En effet, d'après des données d'Eurostat publiées au début de 2007, seules 16 % des entreprises bulgares investissent dans la recherche et le développement, soit quatre fois moins que la moyenne européenne. Le lancement du septième programme cadre européen orienté vers les sciences et doté de 54 milliards d'euros offre pour la première fois aux chercheurs bulgares la possibilité de participer à part entière aux activités propices aux innovations industrielles. En outre, il convient de signaler la création en Bulgarie en 2007 du premier fonds de capital-risque dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Sa première réalisation a été le financement, à hauteur de plus de 2 millions d'euros, d'un portail de services destiné aux voyageurs.

L'adhésion à l'Union pose des défis importants à plusieurs secteurs cruciaux pour l'économie : l'énergie, les transports, le tourisme. Au début de 2007, le gouvernement a essayé de négocier les conditions de fermeture de la centrale nucléaire de Kozloduy. Mais selon les experts, les consommateurs bulgares devraient pouvoir tirer profit à long terme des contreparties financières déjà négociées, à condition que celles-ci soient dûment investies dans l'amélioration de l'efficacité énergétique du pays. La privatisation des unités de production d'énergie est apparemment considérée comme un pas indispensable dans cette direction. En août 2007, la centrale thermique de Roussé (au nord-est du pays) a été rachetée pour 85 millions d'euros par le fournisseur d'énergie slovène HSE. En 2006, la centrale thermique de Varna avait été cédée au groupe d'électricité tchèque CEZ pour 206 millions d'euros. L'agence de privatisation avait également

entamé la vente d'une troisième centrale de charbon située dans l'ouest du pays, mais les protestations des mineurs avaient provoqué le retrait du projet. Les trois centrales génèrent ensemble un cinquième de l'énergie produite en Bulgarie. Les projets liés à l'énergie nucléaire ne sont par pour autant abandonnés. En septembre 2007, l'électricien italien Enel s'est dit prêt à investir dans une nouvelle centrale nucléaire sur le Danube qui pourrait coûter au total 7 milliards d'euros. Enel est candidat pour prendre 49 % de Belene Power, l'entité qui construira ladite centrale. En outre, dans le cadre des accords d'adhésion, la Bulgarie s'est engagée à développer la production d'énergie à partir de sources renouvelables, dont la part doit atteindre 16 % en 2010. Mais cet objectif paraît irréaliste, compte tenu du faible pourcentage initial de ces énergies (1 % en 2006) et du manque de financements.

La situation géographique de la Bulgarie, pays de transit pour les flux de marchandises entre l'Europe de l'Ouest d'une part et les pays de l'ex-URSS, la Turquie et le Proche-Orient d'autre part, rend cruciale la question de l'état des réseaux de transport. Dans les années à venir, l'essentiel des aides européennes serviront à améliorer les infrastructures routières. En attendant, le transport par rail est très sollicité par les entreprises, mais il fonctionne à la limite de ses capacités faute de wagons et d'infrastructures adaptées. Par ailleurs, le gouvernement procède actuellement à la privatisation de la flotte maritime. Vingt-trois compagnies, dont treize étrangères, se sont portées candidates. En revanche, l'adhésion à l'UE a sonné le glas du fret aérien national. Tous les opérateurs bulgares ont perdu leur licence de transport de marchandises, car ils n'ont pas réussi à s'aligner sur les exigences européennes. La concurrence dans le domaine du transport de voyageurs s'est accrue avec l'entrée sur le marché des premières compagnies aériennes *low cost*.

Le tourisme continue d'être un secteur clé de l'économie. Un rapport sur la compétitivité des principales destinations touristiques dans le monde publié en 2007 confirme l'attractivité de la Bulgarie comme l'une des destinations les moins chères d'Europe face aux concurrents directs que sont la Turquie, la Grèce et la Croatie. Le secteur connaît toutefois de sérieux problèmes dus à la fuite de main-d'œuvre qualifiée à l'étranger, au mauvais état du réseau routier, à l'insuffisance d'infrastructures d'ac-

compagnement (canalisations, stations d'épuration) et à la surconstruction dans certaines zones maritimes, qui repoussent de nombreux visiteurs. Les espoirs de développement futur de l'activité touristique sont liés aux perspectives qu'offrent les formes alternatives de tourisme (écotourisme, tourisme culturel...).

L'accès au financement bancaire est un facteur important pour l'avenir des restructurations dans le secteur réel. Actuellement, l'activité d'intermédiation, quoiqu'en constante hausse depuis quelques années, est loin des niveaux européens. En 2007, le ratio actifs bancaires/PIB est de 85 % en Bulgarie contre 150 % en moyenne dans l'Union européenne, alors que la part des crédits dans le PIB est de 46 % en Bulgarie, soit trois fois inférieure à la moyenne européenne. Cela s'explique notamment par le cadrage très strict des activités bancaires depuis l'introduction du *currency board* il y a dix ans. Au cours des trois dernières années, les dépenses liées à l'investissement au sein de l'économie ont été financées pour près de la moitié par l'extérieur (à travers les IDE et les prêts à long terme). En 2005 et 2006, cette tendance a été renforcée par les restrictions sur l'accroissement des prêts provenant de banques locales (cf. *Tableau de bord 2006*). L'essentiel des crédits bancaires aux entreprises est destiné aux secteurs du commerce, de l'agroalimentaire, de l'énergie, du tourisme et de la construction. L'agriculture n'attire que 3 % des crédits alors qu'elle compte pour près de 10 % de la valeur ajoutée dans l'économie. Les spécialistes s'attendent à ce qu'une partie des financements bancaires se réoriente vers les firmes produisant des machines et des matériaux pour la construction, compte tenu des bonnes perspectives liées à cette activité. Le segment des PME, caractérisé actuellement par une faible pénétration des crédits, devrait être la prochaine cible des créanciers. La spécificité de ce segment (une partie non négligeable des PME bulgares opèrent dans l'économie souterraine) nécessite d'abord que les banques élaborent et mettent en place des instruments appropriés d'évaluation et de contrôle du risque.

2.- UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

En tant que membre de plein droit de l'Union, la Bulgarie bénéficiera sur la période 2007-2013 d'une enveloppe de fonds commu-

nautaires d'environ 9,5 milliards d'euros, dont près de 7 milliards provenant des fonds structurels et de cohésion. Les autorités bulgares ont décidé de répartir ces financements selon sept programmes opérationnels et deux plans nationaux stratégiques, faisant partie du Plan national de développement pour 2007-2013.

Le plan national stratégique pour le développement rural devrait absorber le plus de fonds européens (2,6 milliards d'euros). Ceux-ci visent à améliorer la compétitivité du secteur agricole et forestier, à favoriser l'innovation dans l'industrie agroalimentaire, à protéger les ressources naturelles et à améliorer le cadre de vie et d'emploi dans les zones rurales. Le second plan (1,6 milliard d'euros), est destiné à la modernisation des infrastructures de transport. Le programme pour l'environnement (1,4 milliard d'euros) doit permettre de financer la construction de réseaux modernes de collecte et de traitement des eaux usées et des déchets ménagers, principalement dans les villes. Le programme opérationnel pour le développement régional (1,3 milliard d'euros) vise notamment à régénérer les centres urbains dont le tissu économique est menacé par des industries en perte de vitesse, à créer les conditions pour un tourisme maîtrisé et à développer l'inter-communalité. Les autres fonds européens seront destinés au développement des ressources humaines, de la compétitivité et de la capacité administrative du pays, et abonderont le plan national pour la pêche et l'assistance technique. Tous ces fonds pourront transiter par des banques commerciales qui participeront également à l'évaluation des projets. La sélection de ces établissements est en cours.

Dès l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne, les autorités ont lancé une campagne d'information (« Soyez actifs ») afin de faire connaître les projets, les moyens de leur élaboration et les étapes pour obtenir un financement européen. Un sondage réalisé à la fin du mois de mai 2007 par l'agence MBMD décrit la façon de penser et le niveau d'information des milieux d'affaires, des autorités locales et des ONG, en ce qui concerne l'utilisation des fonds structurels. Ses résultats indiquent que 45 % des hommes d'affaires interrogés estiment que l'effet des fonds européens sur l'économie sera considérable, tandis que 52 % des bénéficiaires potentiels soulignent que la lourdeur de la procédure sera un problème majeur de leur mise à profit. Du

point de vue des milieux d'affaires bulgares, les programmes opérationnels « Développement des ressources humaines » et « Compétitivité » présentent le plus d'intérêt pratique. Dans un pays de petite taille plutôt pauvre en ressources naturelles comme la Bulgarie, le capital humain représente la principale richesse nationale. Cette opinion semble rejoindre celle des investisseurs étrangers, particulièrement attentifs aux qualités et aux aptitudes des ressources humaines locales à occuper les emplois proposés dans leurs filiales. En somme, les fonds structurels sont un instrument devant permettre d'optimiser la capacité du milieu économique bulgare, tout en participant à la modernisation du pays.

3.- SITUATION SOCIALE

En 2008, les revenus des Bulgares seront influencés par une importante réforme de la fiscalité. Comme plusieurs de ses voisins d'Europe de l'Est, le pays va instaurer un impôt sur le revenu unifié (*flat tax*), sans distinction entre les ménages, pauvres ou aisés, et les sociétés. Son taux de 10 % sera parmi les plus faibles d'Europe. Le but affiché est de relancer la compétitivité des entreprises locales et de lutter contre l'économie souterraine. Une première réflexion sur le sujet avait déjà été menée en 1996-1997. Des enquêtes avaient notamment été réalisées auprès des entrepreneurs pour savoir s'ils approuvaient ou non une *flat tax* faible : 65 % y étaient opposés, préférant une imposition différentielle afin de privilégier les PME par rapport aux grandes entreprises. Il fallait en conclure, selon l'un des membres du groupe de réflexion de l'époque, que les entreprises en Bulgarie n'étaient pas demandeuses de réformes et que les réformateurs devaient se tourner vers le contribuable pour un soutien éventuel. Trois associations de contribuables avaient alors été créées pour promouvoir les réformes auprès du public, à l'instar de ce qui s'était passé en Slovaquie.

Les autorités bulgares se lancent donc dans la concurrence fiscale pour attirer les entreprises étrangères et inciter les ménages à consommer plus. En règle générale, si l'adoption d'une *flat tax* a un effet très dynamisant sur l'économie, elle n'est pas sans poser d'autres types de problèmes : perte de recettes fiscales à court terme, risque d'aggravation de certains déséquilibres macroéconomiques (déficit courant), iniquités sociales. Le gouvernement n'a pas encore donné de réponse à la question des compensations pour les personnes aux plus bas revenus qui seront lésées par l'introduction du nouvel impôt.

Les annonces de la future réforme fiscale faites au cours de l'été 2007 sont passées plutôt inaperçues, beaucoup de Bulgares étant préoccupés avant tout par l'augmentation des prix des produits alimentaires (*cf. supra*). Malgré les explications et les arguments des experts et des producteurs, cette hausse des prix provoque une inquiétude sociale, liée aux souvenirs récents des crises et des manipulations du marché. Les personnes à faibles revenus, notamment les retraités, ont commencé à faire des réserves de produits de première nécessité. Les pensions de retraite ont certes fait l'objet d'une double revalorisation au cours de 2007 (+ 10 % à chaque fois), mais elle est jugée insuffisante pour compenser la hausse du coût de la vie. La coalition au pouvoir est également confrontée aux revendications des deux plus grands syndicats concernant l'augmentation des revenus des salariés. Les syndicats demandent au gouvernement et aux employeurs un salaire minimum de 120 euros en 2008, et soulignent que l'augmentation de l'emploi et la pénurie de main-d'œuvre dans certaines professions, voire dans certaines branches, créent des conditions objectives pour le relèvement des salaires.

Bulgarie

III.- Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
PIB	4,5	5,0	6,6	6,2	6,1	6
Production industrielle	6,5	14,1	13,8	8,4	5,8	7
Formation brute de capital fixe	8,5	13,9	13,5	23,3	17,6	25
Consommation des ménages	4,0	6,3	5,3	5,5	7,1	7
Salaire réel moyen	1,5	3,7	0,8	5,4	2,1	10
Prix à la consommation	5,8	2,3	6,1	5,0	7,3	5
Solde des administrations publiques	-0,7	0,0	1,7	3,2	3,7	3
Emploi total	1,5	3,5	3,1	2,0	4,4	3
Taux de chômage (% de la pop. active)						
– chômeurs enregistrés en fin d'année	16,3	13,5	12,2	10,7	9,1	8
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	17,8	13,7	12,0	10,1	9,0	7,5

Source : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Exportations de marchandises	6,1	10,0	19,7	18,6	26,6	10
Importations de marchandises	6,0	14,5	20,3	26,9	25,2	15
Balance commerciale (millions d'euros)	1878	2426	2954	4410	5390	6800
Balance courante (millions d'euros)	-402,5	-972,3	-1306,9	-2621,9	-3977,9	-4500
Balance courante (en % du PIB)	-2,4	-5,5	-6,6	-12,0	-15,8	-16,5
Réserves de la Banque centrale, or exclu (milliards d'euros)	4,25	4,98	6,44	6,82	8,31	-
Dettes extérieures brutes (milliards d'euros)	10,8	10,6	12,7	15,1	19,7	-

Source : WIIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

La croissance du PIB de l'Estonie a poursuivi sa forte progression en 2006 puisque, principalement tirée par la demande interne qui a crû de 15 % à prix constants et par l'investissement des entreprises qui a progressé de plus de 22 %, elle a dépassé 11 % du PIB, soit le niveau le plus élevé depuis le retour à l'indépendance. Elle a toutefois commencé à ralentir et sera inférieure à 10 % en 2007. Bien qu'un peu en retrait par rapport à 2005, les exportations estoniennes ont poursuivi leur forte augmentation (+23,5 %). Mais il faut souligner le rôle moteur de la consommation des ménages qui, en 2006 et plus encore au cours des premiers mois de 2007, a crû à des taux dépassant 15 %, alimentée par la hausse des salaires et l'expansion du crédit. De fait, la valeur totale des prêts aux particuliers a augmenté de 58 % en glissement annuel au premier semestre de 2007, trois quarts des nouveaux emprunts étant liés à l'immobilier. Les prêts aux entreprises ont crû de 52 % au cours de la même période. La valeur totale des prêts au secteur privé accordés par les banques estoniennes dépasse 13 milliards d'euros, soit près de l'équivalent du PIB. Il s'agit du niveau le plus élevé de ceux relevés dans les nouveaux Etats membres est-européens de l'UE, supérieur à celui de la Grèce. Les actifs du secteur financier approchent à présent 150 % du PIB, soit le niveau qu'atteignait la Finlande en 2001. En réponse à la forte croissance des prêts bancaires, la Banque d'Estonie a augmenté le niveau des réserves obligatoires de 13 à 15 % en septembre 2006. La vitesse de croissance du crédit ralentit à présent et les banques commerciales restreignent leur politique du crédit. Mais si les premiers effets de cette politique et l'augmentation des taux d'intérêt se font ressentir, la croissance des encours reste encore impressionnante.

L'année 2007 a débuté avec un taux de croissance élevé, de 9,8 % au premier trimestre, qui a ralenti à 7,6 % au deuxième. Il est difficile de prédire l'importance d'un ralentissement qui se traduit pour l'instant par différents signes : les exportations n'ont crû que de 0,5 % au deuxième trimestre, les indicateurs de confiance sont en berne, les agences de notation ont revu à la baisse l'évaluation du risque souverain du pays durant l'été 2007 et la valeur ajoutée des entreprises chute du fait de la force de l'augmentation des salaires. La croissance de l'investissement des entreprises devrait descendre à 14 % en 2007 et à moins de 5 % en 2008. La croissance de la masse monétaire se ralentit : l'agrégat M2, qui avait augmenté de plus de 45 % en 2006, ne progressait plus que de 22 % en glissement annuel en août 2007. Le marché de l'immobilier ralentit également. Le secteur du transit souffre en outre de la dégradation des relations politiques avec la Russie. Ces différents éléments expliquent que la Banque d'Estonie ait revu à la baisse, de 6,5 % à 4,3 %, ses prévisions de croissance pour 2008, ce qui constituerait le niveau le plus mauvais depuis dix ans.

Un atterrissage brutal de l'économie estonienne n'est pas à exclure. En effet, alors que la croissance s'essouffle, les salaires continuent à progresser rapidement, gagnant encore près de 21 % en glissement annuel au premier semestre de 2007. Cette évolution semble liée à la pénurie de main-d'œuvre dans la plupart des secteurs de l'économie et, de fait, le taux de chômage est tombé à 5 %. L'évolution des salaires pourrait soutenir artificiellement la demande interne, mais, en même temps, masquer l'ampleur du ralentissement et provoquer un retournement d'autant plus violent par la suite. De surcroît, il ne faut pas oublier que les effets de la crise financière internationale actuelle peuvent être ressentis en Estonie. Si le resserrement du crédit, avec une récession américaine et un ralentissement plus important dans la zone euro en 2008 est plus fort qu'anticipé, cela peut engendrer une demande moindre pour les exportations estoniennes. De manière indirecte, la pérennisation des problèmes du système bancaire international peut rendre plus difficile l'obtention du financement externe dont le pays a besoin. En effet, même s'il est en léger recul, le déficit des paiements courants avec l'extérieur devrait encore être proche de 15 % du PIB en 2007 et les investissements directs de

l'étranger n'en couvrent désormais plus qu'un tiers. Pour sa part, la dette extérieure brute, presque exclusivement d'origine privée, s'élevait à 96 % du PIB à la fin de 2006. Un renversement, ou même un arrêt des flux de financement, aurait de sérieuses conséquences. De plus, après des années d'augmentation frénétique, la détérioration de l'environnement financier pourrait provoquer l'éclatement de la bulle immobilière estonienne, augmentant les difficultés.

Néanmoins, même en cas d'atterrissage brutal, l'Estonie semble armée pour pouvoir rapidement s'adapter. En effet, ses finances publiques sont saines avec un excédent budgétaire depuis plusieurs années qui devrait encore être supérieur à 3 % du PIB en 2007. La dette des administrations publiques n'est que de 4 % du PIB et la gouvernance du pays est jugée bonne comme l'atteste son vingt-huitième rang au classement de *Transparency International* sur la corruption. Il s'agit, après la Slovaquie, de la meilleure place obtenue par les nouveaux Etats membres de l'Union. Enfin, malgré l'alerte liée aux pressions sur le taux de change letton au début de 2007, qui a suscité la perception par le marché d'un risque accru sur la couronne estonienne, le système du *currency board* reste solide. Il devrait jouer en cas de tension par le biais d'une contraction de la liquidité de la couronne et une forte augmentation des taux d'intérêt sur le marché. L'ajustement des prix et des salaires devrait ensuite se faire automatiquement. De plus, un effet paradoxal d'une contraction de l'activité pourrait être le respect plus rapide par l'Estonie des critères de convergence pour l'entrée dans la zone euro. Car dans un système de *currency board*, les ajustements automatiques devraient engendrer une réduction rapide de l'inflation qui dépassait 7 % en glissement annuel en septembre, obligeant les autorités à ne plus anticiper l'adhésion avant 2011.

Il reste cependant deux incertitudes sur la capacité de réaction de l'économie estonienne en cas de chute de la croissance. Tout d'abord, l'ajustement rapide des prix et des salaires ne paraît envisageable que si la population accepte des politiques difficiles du type de celles qui ont été conduites au début des années 1990. La mise en œuvre de celles-ci n'avait été rendue possible qu'en raison d'une cohésion sociale importante qui a pu être minée, depuis lors, par le développement des affaires politico-financières d'une part, par la montée de la contestation d'une partie de la minorité russophone qui s'est exprimée lors des émeutes du mois d'avril d'autre part. La seconde incertitude est la réaction des actionnaires nordiques des banques estoniennes. En cas de forte contraction de l'activité, ceux-ci, qui contrôlent plus de 90 % des actifs bancaires, auraient un rôle central à jouer pour éviter l'asphyxie financière du pays.

II.– Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.– COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

L'Estonie est l'Etat balte dont l'intensité en technologie des exportations a crû le plus vite, et dont les exportations se sont le plus développées au cours des dernières années. Les entreprises estoniennes craignent pourtant de perdre en compétitivité parce que la croissance économique rapide commence à affecter les prix. Les produits fabriqués en Estonie perdent du terrain à l'international comme en interne. Le renforcement de l'inflation, une pénurie chronique de main-d'œuvre et l'augmentation des prix des matières premières rendent les produits estoniens plus chers et les produits importés plus compétitifs. En outre, les investisseurs étrangers sont de plus en plus handi-

capés par la hausse des coûts et certains se tournent à présent vers l'Ukraine ou le Belarus. De plus, avec le resserrement du financement externe, les entreprises sont contraintes de revoir à la baisse leurs projets d'investissements. Au niveau des secteurs d'activité, les principaux moteurs sont le commerce de gros et de détail, l'industrie manufacturière, les transports et les activités de communication, ces activités comptant pour 44 % de la valeur ajoutée.

Par ailleurs, le système financier de l'Estonie est solide et contribue à la compétitivité de l'économie. Les indicateurs du secteur bancaire sont actuellement bons. Les banques sont bien capitalisées, même si les ratios de liquidités ont décliné ces dernières années. Le taux

de rentabilité est élevé, comparé aux standards de l'Union européenne, et le montant des créances douteuses de plus de quatre-vingt dix jours est négligeable, même si l'on observe une augmentation récente des arriérés entre un et soixante jours. Il faut dire que le secteur bancaire estonien est détenu dans sa presque totalité par des investisseurs nordiques. Les deux banques principales sont ainsi des filiales de banques suédoises, et la troisième banque du pays est détenue par une banque finlandaise, elle-même filiale d'une banque danoise. En 2006, le passif des banques estoniennes à l'égard des banques nordiques représentait 92 % du total du passif étranger, 79 % pour la seule Suède. La solidité des banques estoniennes dépend donc de la disposition des maisons mères à offrir des liquidités ou du capital si nécessaire. L'incitation pour ces dernières à soutenir les banques estoniennes est renforcée par leurs bons résultats et par l'intérêt qu'elles ont à protéger leur image dans un marché régional fortement intégré. Le secteur bancaire estonien reste le plus concentré de la région, plus de 98 % des actifs étant détenus par les cinq premières banques. Les attaques pirates contre les serveurs Internet des banques estoniennes au début de 2007 ont temporairement bloqué l'accès aux sites des banques, mais n'ont pas compromis l'intégrité du système financier.

La bourse de Tallinn reste la plus active des banques nationales des Etats baltes. C'est aussi la plus volatile et elle a été sérieusement affectée par les turbulences sur les marchés financiers : son indice principal a perdu 20 % entre mi-juillet et mi-novembre 2007.

2.- UTILISATION DES FONDS EUROPÉENS

L'Estonie est l'Etat membre qui bénéficie théoriquement du niveau le plus élevé de transferts européens par habitant. Les progrès dans l'obtention des fonds structurels ont été cependant plus lents que prévu et leurs montants ne devraient augmenter sensiblement qu'en 2008-2009. La part des fonds structurels est tout de même passée de 0,7 % du PIB en 2005 à 1,5 % en 2006.

La stratégie du gouvernement en ce qui concerne l'utilisation de ces fonds vise désormais essentiellement à améliorer les politiques sociales et à développer l'activité économique

par une réduction et une simplification de la fiscalité. De fait, le projet de budget pour 2008 prévoit une augmentation des dépenses de 25 %, principalement liée à l'accroissement des salaires du secteur public (+20 %), ainsi qu'à la hausse des allocations, des retraites et des crédits à l'assurance santé et à l'éducation. Les secteurs sociaux avaient déjà bénéficié des amendements à la loi de finances adoptés en septembre 2007.

Au niveau fiscal, les amendements budgétaires du printemps 2007 ont vocation à réduire les impôts de plus de 350 millions d'euros sur quatre ans. Le gouvernement envisage de réduire l'impôt sur le revenu d'un point de pourcentage chaque année, son taux devant baisser à 18 % en 2011. Le système d'impôt sur les sociétés est également en cours de réforme, mais les bénéfices réinvestis resteront exempts de taxation. Dans le même temps, il a été décidé d'augmenter les droits d'accises et les taxes sur le tabac, l'alcool et le pétrole pour le début de 2008, en conformité avec les engagements européens. Néanmoins, la pression fiscale globale devrait passer de 31,1 % du PIB à 28,8 % en 2011.

3.- SITUATION SOCIALE

En 2006, l'Estonie a continué de perdre des places dans le classement de l'indicateur de développement humain des Nations unies. A présent quarantième, elle est talonnée par ses voisins baltes. Ce recul est d'autant plus surprenant que la croissance économique du pays a été l'une des plus fortes d'Europe dans les dernières années. Différents indicateurs permettent d'évaluer l'ampleur des difficultés. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance était inférieure à 67 ans pour les hommes en 2007, soit l'une des plus mauvaises performances de l'Union à vingt-sept. Le taux de mortalité des adultes entre 15 et 60 ans est également l'un des plus élevés d'Europe, supérieur aux niveaux repérés en Azerbaïdjan ou au Tadjikistan.

Mais les récentes évolutions budgétaires en faveur des politiques sociales, la baisse du chômage et de la population inactive, et la forte augmentation des salaires devraient améliorer cette situation. Et l'on peut dire que l'Estonie est le nouvel Etat membre de l'UE qui a le plus bénéficié de l'intégration européenne, tant au cours du processus préparant l'adhé-

sion que depuis celle-ci. En effet, entre 1995 et 2006, le pays a rattrapé trente points de pourcentage pour parvenir à un PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat, de 65 % de la moyenne de l'UE et, à la fin de 2007, elle aura approché les 70 %. Seules la Slovaquie et la République tchèque ont un niveau plus élevé.

Il faut cependant noter la situation généralement plus difficile de la minorité russophone, qui a pu attiser les violences dans les rues de Tallinn à la fin du mois d'avril 2007. Celles-ci sont nées de la décision du gouvernement de déplacer en périphérie un mémorial de guerre de la période soviétique. Ces événements ont

accru les divisions ethniques, alors que le traitement des 119 000 résidents estoniens apatrides n'a pas trouvé de solution définitive. Des études récentes suggèrent que la plupart des russophones continuent de se sentir en marge de la société estonienne. Le constat d'échec des politiques d'intégration fondées sur l'apprentissage de la langue estonienne semble globalement partagé, sans toutefois qu'une politique alternative ait pu être déterminée.

Estonie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
PIB	8,0	7,1	8,1	10,5	11,4	9,5
Production industrielle	8,2	10,9	10,5	9,2	7,0	6,5
Formation brute de capital fixe	24,1	7,0	13,5	12,7	19,7	16
Consommation des ménages	10,9	6,8	7,0	7,9	15,8	16
Salaire réel moyen*	7,6	9,4	8,4	10,1	7,3	20,9**
Prix à la consommation	3,6	1,3	3,0	4,1	4,4	7,2***
Solde des administrations publiques	0,4	2,0	2,3	2,3	3,8	3,5
Taux de chômage (% de la pop. active) moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	10,3	10,0	9,6	7,9	5,9	5

Sources : WIIW ; * : Office statistique estonien ; ** : glissement annuel juin 2007 ; *** : septembre 2007

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Exportations de marchandises	-1,0	9,9	19,1	29,7	23,5	9,9(a)
Importations de marchandises	5,4	12,5	17,3	22,4	28,8	15,5(a)
Balance commerciale (en % PIB)**	-17,4	-21,0	-21,4	-18,7	-17,7	-17,2(b)
Balance courante (en % PIB)	-11,3	-12,1	-12,7	-10,5	-14,8	-15,5(b)
Réserves de la Banque centrale, or exclu (milliards d'euros)*	1,0	1,1	1,3	1,6	2,2	2,4(c)
Dettes extérieures brutes (milliards d'euros)*	4,5	5,6	7,3	9,5	12,2	14,7

Sources : WIIW ; * : Banque centrale d'Estonie ; ** : Office statistique estonien ; (a) : glissement annuel mai 2007 ; (b) : 1^{er} semestre 2007 ; (c) : novembre 2007

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

Si la croissance de l'économie hongroise s'est élevée à près de 4 % pour l'ensemble de l'année 2006, elle a commencé à décélérer dès le quatrième trimestre (3,3 %), pour passer à 2,7 % au premier trimestre de 2007 et à 1,4 % seulement au deuxième trimestre. Ce dernier chiffre est le plus bas enregistré depuis 1996 (1,3 %), lorsque le programme d'austérité connu sous le nom de Plan Bokros a été appliqué. Cette fois-ci, c'est le programme d'austérité baptisé Nouvel équilibre, mis en œuvre par le second gouvernement Gyurcsany, qui explique le ralentissement de la croissance du PIB hongrois à 2,1 % pour le premier semestre de 2007, soit le niveau le plus bas enregistré chez les nouveaux Etats membres de l'Union européenne pour la même période. Les dernières prévisions situent le taux de croissance économique de la Hongrie entre 2,2 et 2,7 % pour l'année 2007.

A la veille des élections législatives d'avril 2006, les investissements avaient enregistré des hausses importantes (9,9 % en termes réels au premier trimestre de 2006) grâce aux projets financés par le gouvernement. Mais après les élections et pour l'ensemble de l'année, les investissements ont reculé (-2,1 %). Avec une production agricole qui a chuté en raison des conditions météorologiques défavorables, un secteur du bâtiment en recul de 3,2 % et un secteur des services en hausse de 3,2 %, c'est l'industrie qui a été le secteur le plus dynamique (9,6 %), et cela grâce à une forte hausse des exportations. Au premier semestre de 2007, les investissements ont quasiment stagné, le recul de l'investissement dans le bâtiment et les travaux publics (-7.8 %) étant compensé par l'augmentation des investissements en machines, biens d'équipement et véhicules (13,2 %). La consommation privée aussi bien que la consommation publique ont chuté, mais les exportations ont continué d'afficher des hausses à deux chiffres, à savoir 17,6 % et de 14,6 % en volume aux premier et deuxième trimestres respectivement, tandis que, en même temps, les ventes domestiques ont reculé de 1,5 % en termes réels.

Une hausse des exportations plus rapide que celle des importations a contribué à ramener le déficit de la balance des transactions courante à 5,8 % du PIB en 2006 (contre 6,9 % en 2005). Si cette tendance s'est poursuivie en 2007, l'écart entre la hausse des exportations et celle des importations s'est nettement rétréci, pour passer de 5,5 points de pourcentage pour l'ensemble de l'année 2006 à 2,9 au premier trimestre et à 0,5 seulement au deuxième trimestre, au cours desquels les importations ont affiché des hausses de 14,9 % et 14,1 % respectivement.

Si le déficit de la balance des transactions courantes en euros a été moins élevé en 2006 qu'en 2005, la mauvaise nouvelle est qu'il a été entièrement abondé par un « financement créateur de dette ». La dette extérieure brute du pays, qui n'a pas cessé d'augmenter d'une année à l'autre, a atteint 82,1 milliards d'euros à la fin de 2006, soit 91,3 % du PIB. A titre de comparaison, en 2002, la dette extérieure n'était que de 38,5 milliards d'euros, soit 54,5 % du PIB. D'après le FMI, bien que le déficit de la balance des transactions courante ait été réduit, le besoin net de financement du pays (évalué à environ 9 % du PIB en 2006) est resté inchangé, ce qui témoigne d'une persistance des vulnérabilités. Même si le sentiment des investisseurs est maintenant plutôt positif, il pourrait se renverser, notamment si les comptes extérieurs et intérieurs du pays se détérioraient. On notera que si le FMI a réitéré en 2006 la recommandation qu'il avait faite en 2005 aux autorités hongroise de laisser flotter le forint, il ne l'a pas notifiée à nouveau explicitement en juillet 2007, car les membres du conseil d'administration étaient partagés à ce propos. Les autorités hongroises, quant à elles, restent attachées au régime de change actuel (bande de fluctuation de ± 15 % autour du cours pivot vis-à-vis de l'euro de 282,36 forints), d'ailleurs parfaitement compatible avec le MCE II, parce qu'il leur paraît de nature à protéger la Hongrie contre une appréciation spéculative importante du forint qui pourrait se produire si elles décidaient de laisser flotter librement celui-ci.

Rappelons qu'après la révélation des détails du programme d'austérité, en juin 2006, le forint s'était déprécié au point d'aller en deçà de son niveau historiquement le plus bas (voir *Tableau de bord 2006*) pour fluctuer par la suite, avant de se raffermir à nouveau à la fin de l'année, et de retrouver sa valeur du début de 2006. En 2007, il s'est d'abord raffermi davantage, avant de s'affaiblir au milieu de l'année, puis de se redresser aux environs de 250 forints pour 1 euro au début d'octobre. Durant les prochains mois, le sort du forint restera lié aussi bien aux progrès de la réforme fiscale qu'aux turbulences sur les marchés financiers.

La réforme des finances publiques a commencé en 2006 en brisant certains tabous comme la subvention à la consommation du gaz naturel des ménages. L'ancien schéma, qui consistait à aider tous les foyers quel que soit leur revenu, a été remplacé par de nouvelles règles visant à n'apporter une allocation qu'aux familles les plus démunies. Ainsi désormais, tous les ménages payent leurs factures de gaz consommé au prix en vigueur. Les familles à revenu faible sont ensuite invitées à déposer une demande afin d'obtenir une subvention. Certains experts considèrent ce nouveau système plus coûteux que l'ancien et guère équitable, car il ne peut assurer que seuls les ménages les plus nécessiteux soient aidés, une grande partie des revenus restant toujours non déclarés. Dans le secteur de la santé, plusieurs mesures ont été prises : les consultations médicales ne sont plus totalement gratuites pour les patients qui sont désormais obligés de participer aux frais à hauteur de 300 forints (1,20 euro environ) pour chaque visite ; une coupe a été effectuée dans le financement du fonctionnement des hôpitaux ; enfin, la subvention des médicaments a été réduite. Cela a provoqué de vifs débats sur la réforme de ce secteur dont le coût, pourtant, n'avait pas cessé d'augmenter. Afin de « bloquer la majeure partie des réformes économique du gouvernement », les deux partis parlementaires d'opposition, la FIDESz et le Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP) ont pris l'initiative d'organiser un référendum qui devrait avoir lieu au printemps 2008.

Conformément aux attentes, l'inflation s'est accélérée à partir du mois de septembre 2006, mais compte tenu de son niveau bas au premier semestre, la hausse des prix à la consommation n'a affiché qu'un taux moyen de 3,9 % pour l'ensemble de l'année. L'accélération de l'inflation s'est poursuivie en 2007, son taux mensuel atteignant un maximum de 9 % au mois de mars en glissement (à la suite des réajustements de prix de produits subventionnés comme l'énergie, les transports publics et les produits pharmaceutiques) et un taux moyen pour la période janvier-juillet de 8,5 %. D'après les prévisions, l'inflation devait décélérer considérablement à partir du mois de septembre 2007. Mais cette décélération a été contrariée par l'évolution des prix des produits agricoles qui ne peuvent qu'augmenter en raison d'une combinaison de plusieurs facteurs, à savoir une mauvaise récolte (due à des conditions météorologiques défavorables), une utilisation accrue des produits agricoles pour la production d'énergie, ainsi qu'une demande en pleine expansion de ces produits en Asie. Le taux d'inflation moyen annuel, pour l'ensemble de 2007, devrait se chiffrer entre 7 et 7,6 % et redescendre à environ 5,5 % au mois de décembre.

En juin 2007, la Banque centrale a baissé son taux de base à 7,75 % pour la première fois depuis octobre 2006, lorsqu'il avait été porté à 8 %. Une nouvelle baisse, portant ce taux à 7,50 %, a été réalisée le 25 septembre 2007.

En 2006, le nombre de personnes employées dans le secteur privé avait augmenté de 0,6 %, tandis que celui des personnes employées dans le secteur public reculait de 2,2 %. Durant les sept premiers mois de 2007, cette tendance s'est poursuivie, avec une hausse du nombre des salariés du secteur privé (entreprises comptant au moins cinq personnes) de 0,7 % et un recul de 4,6 % dans le secteur public, soit, au total, un recul de 0,5 %. Ce rééquilibrage au détriment du secteur public s'est également fait sentir au niveau des rémunérations. Alors que le salaire moyen mensuel net réel avait encore augmenté de 3,5 % dans l'économie en 2006, cette progression s'est nettement ralentie au cours du premier semestre de 2007, pour s'établir à 1,8 % seulement, à raison d'une hausse de 3,5 % pour le secteur privé, mais d'un recul de 1 % dans le secteur public. Selon les attentes du ministre des Finances hongrois, en 2007, le salaire net moyen en termes réels devrait reculer presque autant qu'il a progressé en 2006, à savoir de 3 %.

Le taux de chômage (7 % durant la période mai-juillet 2007, en termes d'enquêtes emploi) a été moins élevé qu'en moyenne au cours de 2006 (7,5 %) mais, sur l'ensemble de l'année 2007, il devrait être plus élevé et revenir à 7,7 % si l'on prend en compte l'influence des facteurs saisonniers et les licenciements des enseignants à la suite de la fermeture de plusieurs établissements scolaires.

Les mesures visant à consolider les finances publiques, coupes dans les dépenses jumelées avec une élévation des droits et taxes, qui dominent la politique économique du second gouvernement Gyurcsany, ont donné des premiers résultats meilleurs que prévus par le Programme de convergence 2005-2009 révisé, soumis à l'Union européenne en septembre 2006. En effet, le déficit budgétaire de 9,2 % du PIB, pour l'année 2006, a été moins élevé qu'initialement prévu (10,1 %). Le Programme de convergence 2006-2010, présenté à l'UE en décembre 2006, qui n'est qu'une mise à jour du Programme de convergence de septembre, reprend les objectifs principaux de celui-ci, à savoir : une réduction du déficit des finances publiques à 6,8 % du PIB en 2007, 4,3 % en 2008, 3,2 % en 2009 et, finalement, 2,7 % en 2010, le faisant descendre en dessous de la limite fixée par les critères de Maastricht. Le Programme de convergence ne fixe aucune date relative à l'adoption de l'euro.

Une timide reprise de la croissance de la consommation des ménages et, plus encore, de l'investissement productif stimulé par le haut degré de l'utilisation des capacités de production et le tonus de la demande étrangère, laisse espérer un retour de la croissance du PIB en 2008 très légèrement au-dessus de 3 %, et le maintien d'une croissance de la production industrielle aux environs de 8-9 % comme en 2007.

II.- Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.- COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Depuis l'adhésion à l'Union européenne, les échanges extérieurs de la Hongrie se sont développés avec les nouveaux Etats membres de l'Union (NEM) et les pays hors de l'UE, ce qui se reflète sur la structure géographique aussi bien des exportations que des importations. Ainsi, la part de l'Union à quinze dans les exportations de la Hongrie est-elle passée de 71 % en 2004 à 61 % en 2006, tandis que celle des NEM passait de 8 % à 13 % et celle des pays extérieurs à l'UE de 21 % à 26 %. La même tendance est observée pour ce qui concerne les importations.

La spécialisation de la Hongrie dans le domaine des biens mécaniques et des biens d'équipement se confirme et l'accélération de la croissance des exportations en 2006 et au début de 2007 témoigne de la compétitivité du pays dans ce domaine. Jusqu'ici, l'impact négatif des mesures fiscales prises dans le cadre du programme d'austérité par le second gouvernement Gyurcsany (*cf supra*) sur la compétitivité des entreprises exportatrices hongroises que l'on pouvait craindre ne s'est pas encore fait réellement sentir. Depuis plusieurs années déjà, le plus grand poste de

commerce extérieur hongrois est celui des machines et des équipements du transport qui représentait 62 % des exportations et 50 % des importations en 2006. Dans ce domaine, les produits les plus exportés sont les téléphones cellulaires, les téléviseurs LCD, les automobiles et les moteurs pour les machines, tandis qu'une part importante des importations est constituée par des composants et des pièces détachées (importés majoritairement d'Extrême-Orient), qui servent pour produire les biens qui sont par la suite exportés. Concernant les automobiles, les pays membres de l'UE restent les principaux fournisseurs de la Hongrie. L'Union demeure également le plus grand marché pour les exportations de machines hongroises.

Dans le domaine de l'agriculture, on observe que la production d'animaux d'élevage, qui s'était maintenue au même niveau (avec quelques fluctuations annuelles) durant les dernières années de la décennie 1990 et jusqu'en 2003, a chuté pour ne plus représenter que 39 % de la production agricole totale en 2006 contre 47 % en 2000. Plus précisément, la production des animaux destinés à l'abattage a diminué de 13 %. On peut imputer ce phénomène à l'incidence du soutien de l'UE, qui est moins favorable à ce type

d'activité qu'à la production céréalière et à l'horticulture.

2.- UTILISATION DES FONDS EUROPÉENS

De mai 2004 à septembre 2006, la Hongrie a absorbé 32 % de ce qui lui était imparti pour la période 2004-2006. Il faut bien voir que la mise en œuvre de la politique d'austérité que connaît actuellement le pays ne facilite pas l'absorption de ces fonds, en raison de la contrainte qu'elle fait peser sur le cofinancement des projets d'investissement auxquels ils sont destinés. Mais l'utilisation du montant important des fonds dont elle bénéficiera au titre de la période 2007-2013 sera plus facile du fait de la modification du taux de cofinancement requis consécutif à l'application de la nouvelle règle de l'année $n+3$ (au lieu de $n+2$).

Le soutien financier en provenance du Fonds de cohésion et du Fonds de développement régional (FEDER) représente la majeure partie de ces transferts européens (qui s'élèvent à environ 22,4 milliards d'euros, aux prix de 2004). L'allocation de ces fonds est explicitée dans l'ambitieux Plan de développement de la nouvelle Hongrie (New Hungary Development Plan) qui a été approuvé par la Commission européenne au mois de mai 2007.

Après la conclusion des négociations sur les programmes thématiques et régionaux relevant de ce plan le 7 septembre 2007, la Commission a donné le feu vert à quinze programmes opérationnels (PO) hongrois (huit programmes à dimension thématique et sept à dimension régionale pouvant se combiner), ouvrant ainsi la voie à l'utilisation des aides européennes prévues pour la période 2007-2013 à des fins structurelles.

Ces programmes déclinent les thèmes suivants : les transports, qui font l'objet du programme le plus important contribuant au développement du réseau transeuropéen ; l'environnement et l'énergie, en vue de promouvoir la mise aux normes européennes dans de nombreux domaines ; le développement économique, focalisé sur le soutien des petites et moyennes entreprises et des activités de recherche et développement ; l'infrastructure sociale, dont l'objet est d'aider à moderniser les secteurs de l'enseignement et des hôpitaux ; le renouveau social, visant à accroître l'emploi en améliorant les compétences et l'adaptabilité de la main-d'œuvre et à favoriser

la qualité de l'éducation et son accès à tous, mais également focalisé sur l'enseignement supérieur, le renforcement de l'inclusion sociale et la santé ; la réforme de l'Etat, visant à améliorer les performances de l'administration publique et à améliorer la qualité de ses ressources humaines ; l'*e-administration*, dont le but est l'informatisation des services publics, en vue, notamment, de faciliter les démarches administratives des citoyens.

3.- SITUATION SOCIALE

La situation sociale actuelle en Hongrie est la résultante de l'interaction complexe de plusieurs facteurs incluant, entre autres, l'héritage du passé, les réformes entreprises par les divers gouvernements (depuis la chute du mur de Berlin), elles-mêmes sous l'impact de facteurs aussi bien internes qu'externes, dont le plus important a été la perspective de l'adhésion à l'Union européenne.

Bien entendu, le programme d'austérité du second gouvernement Gyurcsany, visant à consolider les finances publiques, s'est inscrit parmi les facteurs ayant un impact sur la situation sociale, aussi bien à court qu'à long terme. Même si le souhait de ce gouvernement a été de ne pas aggraver la situation des couches les plus fragiles de la société, celles-ci n'ont pas été épargnées. Si les réformes structurelles entamées ou annoncées se déroulent comme prévu, le paysage social devrait être sensiblement affecté. Voyons rapidement quelques indicateurs sociaux relatifs à l'année 2006.

Le taux d'emploi de la population des 15-64 ans a augmenté de 56 % en 2000 à 57,3 %, mais il est resté inférieur à la moyenne de l'Union à vingt-cinq (65 %) et bien en dessous de ce qu'il est chez les anciens membres de l'UE comme l'Autriche, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, dans lesquels ce taux se situe entre 70 et 78 %. Notons néanmoins que dans ces pays, le taux d'emploi élevé peut être attribué à des formes atypiques de travail telles que l'emploi à temps partiel qui culmine aux Pays-Bas (avec un taux de 46 %), alors qu'en Hongrie, comme dans la majorité des pays d'Europe de l'Est, il est resté à un niveau très bas (4 %) au cours des dernières années.

Parmi cent personnes employées, la proportion, qui n'a pas changé depuis 2000, est de

54 % pour les hommes et de 46 % pour les femmes. La tendance observée concernant la structure par groupes d'âge des salariés s'est confirmée en 2006, conduisant à une baisse du taux d'emploi dans la catégorie des 15-24 ans et une hausse dans la catégorie des 50-64 ans. C'est ainsi que le taux d'emploi des jeunes de 15-19 ans a baissé de 8 % à 3 % et celui des jeunes de 20-24 ans de 53 % à 39 %. Cette baisse peut être attribuée à l'allongement de la durée des études et à la rareté de l'emploi. L'augmentation du taux d'emploi dans les groupes de 50 à 64 ans tient au retardement graduel de l'âge de la retraite, qui, en 2009, devrait être 62 ans pour les deux sexes, alors qu'avant la réforme de 1998, il était de 55 ans pour les femmes et de 60 ans pour les hommes.

Le programme d'austérité joue aussi dans le sens d'un durcissement des dispositions régissant les pensions au titre de l'assurance vieillesse comme au titre de l'invalidité. Rappelons tout d'abord qu'en 2006, le montant moyen mensuel des prestations sous forme d'une pension dont ont bénéficié un peu plus de 3 millions de personnes sur une population totale de 10 millions d'habitants s'est élevé à 69 088 forints (260 euros environ), soit 62 % du salaire mensuel moyen net durant cette même année. Le second gouvernement Gyurcsany envisage de durcir les critères d'éligibilité pour les préretraites et les pensions accordées aux personnes n'ayant pas atteint l'âge de la retraite mais susceptibles de la prendre du fait de l'exercice d'activités spécifiques (sécurité, armée) ou dangereuses pour la santé. Les experts du FMI soutiennent ces efforts et recommandent, en outre, de supprimer graduellement l'octroi du treizième mois, de passer progressivement à l'indexation des pensions sur la seule hausse des prix, et d'élever encore l'âge de la retraite. En ce qui

concerne les 800 000 bénéficiaires d'une pension d'invalidité, l'objectif du gouvernement est de réformer le système, dès 2008, afin de réintroduire sur le marché du travail, après une réhabilitation, les 380 000 personnes reconnues comme ayant perdu 67 % de leur capacité de travail (catégorie III), dont 250 000 à 260 000 n'ont pas atteint l'âge de 55 ans.

Quant aux inégalités dans la répartition des revenus, bien qu'elles se soient creusées en 2005, rappelons que le ratio des quintiles (représentant le rapport entre la part du revenu total perçu par les 20 % de la population ayant le revenu le plus élevé – quintile supérieur – et la part du revenu total perçu par les 20 % de la population ayant le revenu le plus bas – quintile inférieur), chiffré à 4, était inférieur cette année au ratio moyen des quintiles dans l'Union à vingt-cinq (4,9). Cela confirme que les inégalités en Hongrie sont restées moins importantes que dans l'UE (cf. *Tableau de bord 2006*). Par ailleurs, selon les dernières données d'Eurostat disponibles, en 2005, environ 13 % de la population (comme en France) vivaient en dessous du seuil de pauvreté relative, fixé à 60 % du revenu national équivalent médian après transferts sociaux, ce qui situe la Hongrie favorablement avec un taux de pauvreté inférieur à la moyenne de l'Union à vingt-cinq (16 %) et bien en dessous de ceux de la Grèce, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal, la Pologne et la Lituanie, où le taux de pauvreté est de l'ordre de 20 à 21 %. Par comparaison, le taux le moins élevé parmi les pays de l'Union à vingt-sept est relevé en Suède, avec un chiffre de 9 %.

Hongrie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variation en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
PIB	4,4	4,2	4,8	4,1	3,9	2,2-2,7*
Production industrielle	2,8	6,4	7,4	7,0	10,1	8
Formation brute de capital fixe	10,2	2,2	7,6	5,3	-2,1	3
Consommation des ménages	10,6	8,3	2,9	3,7	1,4	-0,3
Prix à la consommation	5,3	4,7	6,8	3,6	3,9	7-7,6*
Salaire réel moyen	13,6	9,2	-1,0	6,3	3,5	-3
Solde des administrations publiques (a)	-8,9	-7,2	-6,4	-7,8	-9,2	-6,3
Emploi total sur bases enquêtes emploi	0,1	1,3	-0,5	0,0	0,7	-
Taux de chômage (% de la pop. active)						
– chômeurs enregistrés en fin d'année	8,0	8,3	9,1	9,3	9,2	-
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	5,8	5,9	6,1	7,2	7,5	7,7

Sources : WIIW ; (a) : après les corrections relatives aux fonds de pension

(e) : estimation ; (p) : prévision ; * : prévisions d'expert

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves, endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Exportation de biens et services (a)	3,9	6,2	15,7	11,5	17,9	12,5
Importation de biens et services (a)	6,8	9,3	14,1	6,9	12,4	12
Balance commerciale (millions d'euros)	-2203	-2898	-2453	-1460	-417	1600
Balance courante (millions d'euros)	-4929,2	-5933	-6915,5	-6090,6	-5196,9	-4700
Balance courante (en % du PIB)	-7,0	-7,9	-8,4	-6,9	-5,8	-4,6
Réserves totales, or exclu, (millions d'euros)	9887	10108	11671	15678	16349	-
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	38,56	46,04	55,15	66,24	82,10	-

Sources : WIIW ; (a) : comptes nationaux à prix constants

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

Toujours supérieure à 6 % depuis le début de la décennie, la croissance lettone a atteint 11,9 % en 2006, soit le niveau le plus haut relevé dans l'Union européenne, position qu'elle devrait conserver en 2007 pour la quatrième année consécutive. La Lettonie bénéficie donc à plein des effets de rattrapage que lui offre son intégration dans l'UE. Elle n'en est plus désormais le pays le plus pauvre, puisque son PIB par habitant est passé de 44 % de la moyenne de l'Union à 25 en 2004 à 53 % en 2006, dépassant à présent le niveau de la Pologne.

En 2006, la croissance a été principalement tirée par la demande interne. La consommation des ménages a été soutenue par les prêts bancaires, qui ont connu une progression de 75 % sur l'année, et par l'augmentation des salaires (de l'ordre de 25 %), le tout dans un contexte de baisse du chômage. Le secteur des services a particulièrement bénéficié de cette évolution, notamment l'hôtellerie, la restauration et les services financiers. L'année 2007 a commencé sur les mêmes bases, avec un taux de croissance toujours supérieur à 11 % pour les trois premiers trimestres. Les services, et particulièrement l'intermédiation financière et le commerce de détail, ont à nouveau été les principaux contributeurs de l'expansion de l'économie. Cette situation trouve ses racines dans la croissance toujours considérable du crédit (+52 %) et une forte hausse des salaires (+59 % au premier semestre). A l'été 2007, le salaire réel moyen dépassait 650 euros, plus du double du niveau qu'il atteignait en 2005. Cette augmentation tient à la pénurie de main-d'œuvre liée à la demande interne et à l'émigration massive de travailleurs vers les îles Britanniques. Le taux de chômage est passé sous la barre des 6 % et le nombre d'emplois vacants est en progression constante.

Un ralentissement de l'économie est néanmoins perceptible. La production industrielle n'a crû que de 1,3 % en glissement annuel au premier semestre de 2007, avec un léger recul de la production manufacturière, due notamment à la baisse enregistrée dans la production des articles en bois, l'un de ses composants majeurs. Les indicateurs de confiance sont en baisse, comme les prévisions d'investissement des entreprises et la croissance du commerce de détail. Celle du PIB est désormais estimée à 7,5 % pour 2008 et 6,5 % pour 2009, ce qui serait le taux le plus faible de la décennie.

De plus, les risques d'un atterrissage brutal sont réels pour l'économie. Elle accumule en effet les déséquilibres, plus qu'aucune autre économie de l'Union européenne. Le taux d'inflation a dépassé 13 % en glissement annuel en octobre et le déficit de la balance courante sera encore supérieur à 20 % en 2007. La dette extérieure brute s'élevait à plus de 110 % du PIB à la fin de 2006. Elle est presque exclusivement d'origine privée, puisque le déficit des administrations publiques restait inférieur à 10 % du PIB. Ces déséquilibres expliquent que les agences de notation internationales aient baissé la notation du risque souverain letton dès le printemps 2007. Si le resserrement du crédit, avec une récession américaine et un ralentissement accentué dans la zone euro en 2008, s'avère plus important qu'anticipé, cela peut engendrer une demande moindre pour les exportations lettones, l'UE étant destinataire des trois quarts d'entre elles. De plus, la pérennisation des problèmes du système bancaire international peut rendre plus difficile l'obtention du financement externe dont la Lettonie a besoin en raison de l'importance du déficit de ses paiements courants avec l'extérieur. Après avoir fortement augmenté en 2006, atteignant 8 % du PIB, les IDE sont en recul en 2007 et ne couvrent désormais même plus le tiers du déficit du compte courant. Le niveau très élevé de ce dernier est en grande partie dû à la détérioration de la balance commerciale, liée à la forte demande interne. La croissance plus rapide des exportations en 2007 devrait permettre une légère réduction du déficit, mais celui-ci ne devrait passer sous la barre des 20 % qu'en 2008. Un renversement, ou même un arrêt, des flux de financement aurait donc de sérieuses conséquences. De plus, après des années d'augmentation frénétique, la détérioration de l'environnement financier pourrait provoquer l'éclatement de la bulle immobilière lettone, ajoutant aux difficultés. Les prix de l'immobilier

croissaient encore de plus de 60 % en glissement annuel au premier trimestre 2007.

Une première alerte est intervenue en février 2007, lorsque des rumeurs de dévaluation du lat, la monnaie nationale liée à l'euro par une parité fixe, ont fait passer les taux d'intérêt à trois mois de 4 % à 9 %. Les bureaux de change de Riga ont également dû faire face à une pénurie de devises étrangères liée au mouvement de panique de la population. Par ailleurs, la hausse du taux d'inflation a retardé la date d'entrée dans la zone euro, désormais envisagée entre 2011 et 2013. Les difficultés potentielles anticipées de la compétitivité lettone et le rallongement du délai d'adoption de l'euro peuvent engendrer des pressions spéculatives. Pour faire face à ces tensions, le gouvernement a pris, en mars, des mesures visant à atténuer la surchauffe de l'économie, telles que des restrictions à l'emprunt et une taxe sur la spéculation immobilière. Dans le même contexte, le collectif budgétaire de septembre a réduit les dépenses publiques, faisant passer le budget d'un déficit de 1,4 % à une prévision d'excédent de 0,4 % pour 2007. Toutefois, l'instabilité gouvernementale, notamment liée à des affaires de corruption, ne permet pas le traitement adéquat de la situation et les tensions ont repris en fin d'année, avec des taux d'intérêt à trois mois supérieurs à 12 % en novembre.

Après plusieurs années de croissance rapide, l'économie de la Lettonie pourrait donc devoir faire face dans les prochains mois à un test crucial sur le caractère durable du modèle de développement qu'elle a choisi, largement fondé sur le transit commercial et financier entre la CEI et l'UE et sur le crédit, et moins lié aux exportations que celle de ses voisins baltes. Un ralentissement accentué de l'économie européenne pourrait avoir des conséquences sérieuses. Toutefois, outre la capacité des autorités à réagir de manière adéquate, il faudra observer dans quelle mesure l'économie russe, qui poursuit sa forte croissance, permettra de soutenir l'activité lettone. En effet, si la Russie compte pour moins de 10 % dans le commerce extérieur, les dépôts des non-résidents, principalement russes, comptent toujours pour plus de 40 % du total des dépôts, et les activités du transit commercial russe se sont récemment réorientées significativement vers les ports lettons au détriment des autres ports baltes. Après la signature en mars 2007 d'un traité frontalier longuement négocié, les bonnes relations économiques actuelles peuvent être approfondies par des relations politiques apaisées.

II.- Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.- COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

La Lettonie continue d'attirer d'importants investissements étrangers, notamment dans le secteur du transit. La compagnie norvégienne EBO Ltd prévoit ainsi d'investir entre 400 et 500 millions d'euros dans la construction d'un parc d'affaires près de l'aéroport de Riga. Si les privatisations sont globalement achevées, il faut signaler parmi les opérations significatives l'accord donné par le gouvernement pour la vente de la filiale dédiée aux services électroniques de l'opérateur historique de télécommunications Lattelkom à ses dirigeants et employés pour 413 millions d'euros. De tous les nouveaux Etats membres de l'Union, c'est la Lettonie qui a vu la productivité du travail dans l'industrie augmenter le plus entre 2000 et 2006 (+ 75 %), après la Slovaquie.

L'agroalimentaire, qui contribuait en 2006 à 26 % du total de la production industrielle, continue pour l'heure d'occuper la première

place dans l'industrie. Les principaux postes sont les produits laitiers, la viande, les boissons, l'industrie du poisson et la transformation de céréales. Le secteur emploie 2,6 % de la population active et 21,4 % de la main-d'œuvre de l'industrie. L'adhésion à l'Union a entraîné des augmentations d'environ 50 % des exportations, mais également la diminution du nombre d'entreprises agroalimentaires.

La filière bois emploie 9 % de la population active et représente 12 % du PIB. C'est le deuxième secteur industriel lettone et l'un des principaux exportateurs (vers les pays européens principalement), avec 798 millions d'euros d'exportation de bois et produits en bois en 2005, soit 27 % du total des exportations en valeur. De nombreuses entreprises sont spécialisées dans la fabrication de contreplaqué et d'aggloméré, ainsi que dans les panneaux de fibres (la Lettonie est le premier producteur de contreplaqué d'Europe de l'Est et du Nord).

L'agriculture, pour sa part, contribue à 2,6 %

du PIB. Les secteurs prioritaires en sont la production laitière, qui reste l'activité principale, la culture des céréales et l'élevage porcin. La production totale de lait a représenté 810 284 tonnes en 2005, soit 3 % de plus qu'en 2004. On compte cinquante-sept laiteries en Lettonie, dont une dizaine de grands producteurs, et le leader du marché est Rigas Piena Kombinats qui détient environ 53 % du marché local des produits laitiers et 35 % du marché des crèmes glacées. La balance commerciale dans cette filière est positive pour la Lettonie : en 2005, le pays a exporté deux fois plus de produits laitiers (62,7 millions d'euros, soit 64 000 tonnes) qu'il n'en a importé (31,1 millions d'euros, soit 29 000 tonnes).

Par ailleurs, l'intermédiation financière continue d'être un secteur essentiel du développement du pays qui compte désormais vingt et une banques et trois filiales de banques étrangères. Dans l'ensemble, le système bancaire est performant avec un profit cumulé en hausse de 64 % au premier semestre 2007, après avoir atteint près de 400 millions d'euros en 2006 déjà en hausse de 38 % par rapport à l'année précédente. Quant à la bourse de Riga, elle a eu une évolution atypique par rapport aux bourses de la région. En effet, elle n'a pas semblé être touchée par les turbulences financières internationales de l'été 2007, continuant à croître jusqu'au début du mois d'octobre où elle affichait un gain de 17 % sur l'année. Puis elle a chuté, perdant près de 20 % au cours des cinq semaines suivantes.

2.– UTILISATION DES FONDS EUROPÉENS

L'augmentation constante des transferts en provenance de l'UE est l'un des facteurs de la surchauffe actuelle de l'économie lettone. En effet, alors qu'ils ne s'élevaient qu'à 0,8 % du PIB en 2003, les transferts européens ont atteint 3,1 % en 2006 et devraient dépasser 4 % du PIB en 2008. Au cours de la période 2007-2013, la Lettonie recevra 4,6 milliards d'euros au titre des fonds structurels (FEDER et FSE) et du fonds de cohésion. Par rapport au reste de l'UE, c'est en Lettonie que la part des fonds structurels dans le PIB était la plus élevée en 2006, comptant pour 1,5 % du PIB. Selon une décision du gouvernement letton d'avril 2006, 40 % des 2,6 milliards d'euros de ces fonds seront dédiés au capital humain et le reste sera

partagé entre le développement de la compétitivité et l'amélioration des services publics. Parmi les objectifs assignés aux fonds européens, citons l'augmentation du taux d'emploi de 66 % en 2006 à 70 %, l'accès à un système d'épuration des eaux usées convenable pour 62 % de la population contre 9 % en 2004, ou encore l'augmentation de la part des fonds consacrés à la recherche de 0,57 % en 2005 à 1,5 % du PIB. La déclinaison de ces objectifs a été détaillée dans les programmes opérationnels publiés par le ministère des Finances en octobre 2007. Ainsi par exemple, des mesures spécifiques sont prévues pour inciter une partie de la population inactive (120 000 personnes sont ciblées) à prendre un emploi. Cela devrait permettre d'apporter une réponse à la pénurie de main-d'œuvre que connaît l'économie lettone. En outre, pour faire face à la surchauffe, le gouvernement a décidé de créer, dans le budget 2008, un fonds de stabilisation sur le modèle estonien.

3.– SITUATION SOCIALE

La forte croissance enregistrée en Lettonie ces dernières années a permis un rattrapage économique rapide qui comble des inégalités importantes. Le salaire minimum mensuel est désormais de 345 euros. L'espérance moyenne de vie à la naissance progresse rapidement, atteignant presque 72 ans, mais reste inférieure de plus de sept ans à la moyenne européenne. Certains secteurs sont pourtant encore très sinistrés. Le nombre de médecins généralistes pour 100 000 habitants est le plus faible relevé dans tous les nouveaux Etats membres de l'Union. Les médecins sont surchargés, ce qui rend l'accès aux services de santé difficile. Par comparaison, la Lettonie compte en moyenne 1 900 patients pour un généraliste contre 1 500 en Estonie et 679 en Allemagne.

Un autre problème sérieux est la baisse du nombre d'habitants. Elle est due pour partie à l'émigration de la population vers l'UE, mais aussi à un taux de natalité faible et à un taux de mortalité élevé par rapport à la moyenne de l'Union. En conséquence, la population décroît de 0,65 % par an selon les estimations pour 2007, l'une des situations les pires au monde après celles de la Bulgarie et de l'Ukraine. La population, qui s'élevait à près de 2,7 millions au moment du retour à l'indépendance, est désormais inférieure à 2,3 millions d'habitants.

Lettonie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
PIB	6,5	7,2	8,7	10,6	11,9	10,7*
Production industrielle	8,4	9,1	6,0	5,6	4,0	2,5
Formation brute de capital fixe	13,0	12,3	23,8	23,6	18,3	16
Consommation des ménages	7,4	8,2	8,8	11,6	20,0	17
Salaire réel moyen**	6,0	0,1	6,1	11,5	24,6	59,2***
Prix à la consommation	1,9	2,9	6,2	6,7	6,8	7,5
Solde des administrations publiques	-2,3	-1,6	-1,0	-0,2	0,4	-
Taux de chômage (% de la pop. active) moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	12,4	10,6	10,4	8,7	6,8	6

Sources : WIIW ; * : Economist Intelligence Unit ; ** : Office statistique letton ; *** : 1^{er} semestre 2007 (glissement annuel)

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Exportations de marchandises	10,2	5,9	25,2	28,3	14,0	24,8(a)
Importations de marchandises	6,8	8,1	22,3	22,1	30,7	23(a)
Balance commerciale (en % PIB)*	-16,1	-21,1	-22,3	-22,2	-25,4(a)	23,3(a)
Balance courante (en % PIB)**	-6,7	-8,1	-12,8	-12,5	-21,1	-24
Réserves de la Banque centrale or exclu (millrds d'euros)***	1,2	1,1	1,4	1,9	3,3	3,4(b)
Dettes extérieures brutes (milliards d'euros)***	6,8	7,5	9,8	12,8	22,9(a)	28,7(a)

Sources : WIIW ; * : Office statistique letton ; ** : Berd ; *** : Banque centrale de Lettonie ; (a) : Economist Intelligence Unit ; (b) : 1^{er} semestre 2007

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

La croissance lituanienne n'atteint pas les niveaux record de ses voisins baltes mais se maintient régulièrement à un taux élevé. Le PIB a augmenté de 7,5 % en 2006, et devrait enregistrer le même résultat en 2007. En 2006, le développement de l'économie lituanienne avait notamment été soutenu par les gains enregistrés dans les secteurs de la construction (+19 %), de l'intermédiation financière et des services immobiliers (+8 %) qu'avaient permis les fortes progressions du crédit (la faiblesse initiale de l'intermédiation financière en Lituanie laissant subsister des marges d'appréciation) et des exportations (+20 %).

Alors que les prévisions de croissance du début de 2007 s'établissaient à 6 % du PIB pour l'ensemble de l'année, l'expansion de l'activité s'est accélérée au deuxième trimestre, pour atteindre 10,8 % par rapport au trimestre précédent. A l'issue du premier semestre, la croissance avait progressé de 8 % en glissement annuel, et les estimations pour l'année sont désormais proches de 8 %. Le principal moteur en est la demande interne, soutenue par le crédit, des taux d'intérêt réels proches de zéro, des salaires réels en augmentation rapide, les transferts permis par les fonds structurels européens et l'absence de resserrement budgétaire par le gouvernement. La progression de la demande interne a profité au secteur des services et, en particulier, au secteur de la construction (+26 %). Le commerce de gros et de détail, les secteurs des communications et des transports se sont également développés rapidement.

La Lituanie ne présente pas les mêmes risques d'atterrissage brutal que les autres pays baltes. En effet les déséquilibres y sont moins prononcés. Le montant des IDE continue de croître avec un stock en augmentation de plus de 20 % à la mi-2007 en glissement annuel. Les principaux investisseurs sont la Pologne, le Danemark, la Suède et l'Allemagne. La plus grosse part des IDE va à l'industrie manufacturière (environ 40 %), particulièrement vers les industries du pétrole raffiné, des produits chimiques, de l'industrie alimentaire et du tabac. En 2006, l'activité a également été soutenue par les exportations qui ont crû aux environs de 20 % pour la troisième année consécutive. Notons au passage que les produits minéraux comptent pour un quart des échanges extérieurs et que les autres principaux secteurs sont l'agroalimentaire, les produits chimiques et plastiques, ainsi que les équipements de transport. Les premiers partenaires commerciaux sont la Russie, l'Allemagne, la Lettonie et la Pologne. Les exportations devraient continuer à croître sensiblement en 2008 avec la reprise de la production de la raffinerie de Mazeikiu Nafta, dont l'activité, qui comptait pour près du quart des exportations lituaniennes en 2006, a été limitée par la rupture de l'approvisionnement par oléoduc depuis la Russie et par un incendie. Le déficit budgétaire reste contenu. Après avoir été de 0,3 % en 2006, il est estimé à 0,5 % pour 2007 et la dette publique, qui s'établissait à 18,2 % du PIB en 2006, reste modérée. Pour sa part, le taux de chômage, mesuré par les enquêtes emploi, a diminué régulièrement et devrait être passé sous la barre des 5 % en 2007, du fait de la croissance économique mais aussi de l'augmentation de l'émigration depuis l'adhésion à l'Union européenne. En conséquence, le nombre d'emplois non pourvus augmente, particulièrement dans l'industrie manufacturière, le commerce et le secteur éducatif. Malgré les pressions à la hausse qui en résultent, les salaires lituaniens demeuraient en 2006 parmi les plus faibles de l'Union à vingt-cinq, le salaire moyen brut s'établissant à 459 euros.

Mais la vigilance s'impose. Si le resserrement du crédit dans le monde, accompagné d'une récession américaine et d'un ralentissement accentué dans la zone euro en 2008, s'avère plus important qu'anticipé, la demande pour les exportations lituaniennes, dont l'UE est destinataire pour plus des deux tiers, risque de diminuer. De plus, la pérennisation des problèmes du système bancaire international peut rendre l'obtention du financement externe dont la Lituanie a besoin plus difficile,

en raison de l'importance du déficit de ses paiements courants avec l'extérieur qui, même s'il est traditionnellement nettement plus bas que chez ses voisins baltes, devrait approcher les 15 % du PIB en 2007. Pour mémoire, il s'établissait à moins de la moitié deux ans plus tôt. Par ailleurs, les exportations n'ont crû que de 7 % au premier trimestre de 2007, ce qui peut être interprété comme un signe de la détérioration de la compétitivité de l'économie, et le déficit du commerce extérieur était en augmentation de plus de 40 % en glissement annuel sur la même période. La confirmation d'une telle évolution pourrait peser sur les comptes extérieurs. Cette situation doit être observée avec attention, même si la dégradation devrait être stoppée en 2008 avec l'accélération de la progression des exportations et l'augmentation des transferts en provenance de l'étranger sous forme de fonds structurels européens et de rapatriements par les travailleurs immigrés.

Un autre sujet qui réclame vigilance est l'inflation. Après avoir atteint 3,8 % en 2006, son taux a dépassé 7 % en glissement annuel en septembre 2007, soit le chiffre le plus élevé depuis 1997. Pour l'instant, les principales hausses de prix sont enregistrées dans le secteur alimentaire du fait de l'augmentation du prix des matières premières et du coût du travail. La loi sur la discipline budgétaire, qui était en discussion à l'automne et qui prévoit que le déficit des finances publiques soit inférieur à 0,5 % en 2008, devrait permettre de la contenir. Mais plusieurs facteurs vont contribuer en 2008 à la maintenir à un niveau élevé. En effet, Gazprom facturera ses livraisons de gaz au même niveau de prix que dans les pays d'Europe occidentale à compter de 2008. De plus, les droits d'accises vont augmenter en janvier sur les combustibles et en mars sur les cigarettes, pour se conformer aux normes de l'Union européenne. En outre, la situation actuelle de l'emploi, qui fait craindre un risque de pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, conduit à l'augmentation rapide des salaires réels et influence les prix à la hausse. En effet, après une progression de 9 % en 2006, les salaires réels ont gagné plus de 20 % au premier semestre de 2007. Quant aux prix de l'immobilier, ils ont encore augmenté de 33 % en glissement annuel au premier trimestre de 2007. L'évolution actuelle de l'inflation est donc particulièrement problématique au regard de la perspective d'adhésion à la zone euro. Après avoir manqué son entrée dans l'Union monétaire dès 2007 du fait d'un dixième de point d'inflation, la Lituanie ne prévoit désormais une intégration qu'entre 2010 et 2013. Même si la monnaie lituanienne, le litas, est protégée de comportements spéculatifs du fait de l'existence d'un *currency board* sur l'euro, un allongement important de la période transitoire avant l'entrée dans la zone euro est susceptible d'exacerber les pressions en faveur de la dévaluation, particulièrement dans le cas d'un ralentissement des exportations.

II.- Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

1.- COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Même si certains éléments de l'évolution macroéconomique peuvent peser, on l'a vu, sur la compétitivité de l'économie lituanienne, la situation globale de celle-ci reste bonne. Le rapport de la BERD souligne que l'environnement du milieu des affaires est l'un des meilleurs de la région, ce qu'attestent les indicateurs de la Banque mondiale, même si des progrès significatifs restent à accomplir dans le domaine de la lutte contre la corruption. Pour sa part, la situation des entreprises est caractérisée par des évolutions très positives. C'est ainsi que les profits agrégés ont crû de 42 % au premier semestre de 2007,

atteignant 1,9 milliard d'euros, et que le taux de rentabilité moyen est en hausse de 7,8 % sur la période. En outre, les entreprises usent plus régulièrement des nouvelles technologies : 90 % d'entre elles utilisent quotidiennement l'Internet et la moitié disposent d'un site. Les IDE qui, pour 84 % du total proviennent de l'Union européenne, continuent d'affluer et leur montant a augmenté de 20 % en 2006, pour atteindre 8 milliards d'euros. Environ 40 % d'entre eux concernent l'industrie manufacturière et 16 % l'intermédiation financière. Les IDE dans les technologies de pointe restant faibles, le gouvernement va mettre en place des incitations fiscales pour encourager les dépenses en recherche et

développement. Après la cession de la part de l'Etat lituanien dans le cadre du rachat de la raffinerie Mazeikiu Nafta par PKN Orlen qui a fait de la Pologne le premier investisseur en Lituanie, la privatisation a fait un nouveau pas et la part du secteur privé dans le PIB dépasse désormais 75 %. Mais la privatisation des grandes entreprises publiques comme les services postaux, les chemins de fer ou les aéroports ne devrait pas être réalisée avant 2009, au plus tôt.

Le secteur financier, pour sa part, se porte bien. Les actifs bancaires ont crû de près de 80 % du PIB en 2006 et de 20 % lors des huit premiers mois de 2007. Il y a douze banques commerciales et soixante-six coopératives. Les deux banques principales, filiales de groupes suédois, se partagent plus de la moitié de l'activité du secteur. La première banque du pays, SEB Vilniaus Bankas, a vu ses profits augmenter de 50 %, approchant 100 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2007. Le marché de l'assurance a crû de 37 % en glissement annuel au troisième trimestre 2007 avec une valeur totale des primes s'élevant à 133 millions d'euros. La capitalisation de la bourse de Vilnius représentait près du tiers du PIB lituanien à la fin de 2006. Bien qu'affectée par les turbulences financières internationales, elle a mieux résisté que ses voisins baltes, conservant, fin novembre, un gain de 5 % depuis le début de l'année.

Le secteur de l'énergie a connu de nouveaux développements importants en 2007. La Lituanie doit commencer le démantèlement de la centrale nucléaire d'Ignalina en 2009. Le projet est de construire une nouvelle centrale d'ici 2015. Les Etats baltes et la Pologne se sont mis d'accord sur le principe de sa construction dont le coût est estimé entre 4 et 6 milliards d'euros, mais les dispositions pratiques restent à arrêter, notamment quant à la taille du réacteur. En tout état de cause, cela va provoquer une période difficile d'au moins six ans pour la Lituanie. En effet, la fermeture d'Ignalina conduira à l'augmentation du prix de l'énergie de 40 % et à une dépendance de 75 % envers le gaz naturel russe. Face à cette échéance, le gouvernement réfléchit à la construction d'un terminal d'importation de gaz liquéfié. Dans le même temps, la Lituanie a demandé à la Commission européenne que la fermeture de la centrale d'Ignalina soit retardée, pour le moment sans succès. Par ailleurs, PKN Orlen prévoit d'investir plus d'un milliard d'euros

dans les six prochaines années pour améliorer les capacités de la raffinerie Mazeikiu Nafta.

Enfin, on recense d'importants investissements dans le secteur du bois. Une usine de pâte à bois va être construite à Alytus, ce qui entraîne un investissement de 1,2 milliard d'euros et la création de sept cents emplois. En outre, plusieurs industriels du bois prévoient d'investir 200 millions d'euros dans une usine de traitement du bois dans l'est de la Lituanie.

2.- UTILISATION DES FONDS EUROPÉENS

Le montant des fonds structurels et de cohésion accordés à la Lituanie pour la période 2007-2013 est d'environ 6,7 milliards d'euros. S'y ajouteront environ 1,5 milliard d'euros d'investissements nationaux, ce qui fera un total d'environ 8,2 milliards en faveur de la convergence. Pour donner un ordre de grandeur, notons que sur la période, ces sommes dépassent le montant d'un budget annuel supplémentaire pour le gouvernement lituanien.

Le Cadre de référence stratégique élaboré par la Lituanie pour l'utilisation de ces fonds comporte en tant que principaux objectifs l'augmentation de la croissance à long terme, l'amélioration quantitative et qualitative de la force de travail et l'encouragement de la cohésion sociale. Le pays vise ainsi une amélioration de différents indicateurs : le taux d'emploi des 15-64 ans devrait passer à 70 % en 2013 (contre 61,2 % en 2004), la productivité du travail à 65 % de la moyenne de l'UE (41,7 % en 2004), les dépenses de recherche et développement à 2,2 % du PIB (0,76 % en 2004) avec une augmentation du nombre de chercheurs travaillant dans le secteur privé. Le gouvernement souhaite également porter le taux d'accès aux services administratifs en ligne à 95 % (49 % en 2004) et le taux d'utilisateurs de l'Internet à 70 % (30 % en 2005).

3.- SITUATION SOCIALE

La forte croissance économique des dernières années et la rapide diminution du chômage depuis 2004 ont permis une amélioration spectaculaire de la situation sociale générale, même si la progression du niveau de vie (mesurée par le PIB par habitant) depuis l'adhésion à l'UE, avec une augmentation de 49 % à 55 % par rapport à la moyenne de

l'Union à vingt-cinq entre 2004 et 2006, est moins impressionnante que dans les autres Etats baltes. Rappelons par ailleurs que la Lituanie est celui des trois où les inégalités sont les moins fortes. Cela n'empêche pas une majorité de Lituaniens de souhaiter des investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé et une revalorisation des retraites. A ce propos, si la Lituanie est l'un des pays les mieux pourvus d'Europe en ce qui concerne le nombre de lits d'hôpitaux et de médecins par habitant, l'entretien et le renouvellement des équipements laissent à désirer, l'essentiel des fonds publics étant absorbés par les dépenses courantes, ce qui aboutit à un rationnement des soins et à l'existence de délais d'attente parfois importants.

Par ailleurs, comme ses voisins baltes, la Lituanie doit faire face à une baisse sensible de sa population qui s'explique par le double effet d'un taux de natalité parmi les plus faibles de l'Union européenne et d'un taux de fertilité de 1,2 enfant par femme – l'un des plus bas au monde – d'une part, et de mouvements migratoires vers d'autres parties de l'Union, touchant notamment de jeunes Lituaniens à la recherche d'emplois bien rémunérés, d'autre part. Heureusement, grâce en particulier au fait que le système de santé y est plus performant, le taux de mortalité et l'espérance de vie à la naissance sont nettement plus élevés qu'en Estonie et en Lettonie (celle d'un Lituanien est supérieure de trois ans à celle d'un Letton).

Lituanie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
PIB	6,9	10,3	7,3	7,6	7,5	8***
Production industrielle	3,1	16,1	10,8	7,1	7,3	1
Formation brute de capital fixe	10,9	14,1	15,5	9,2	11,9	13
Consommation des ménages	5,8	10,3	12,2	9,9	13,5	12
Salaire réel moyen*	3,8	6,1	14,1	25,6	9,0	20,2**
Prix à la consommation	0,3	-1,2	1,2	2,7	3,8	7***
Solde des administrations publiques	-1,9	-1,3	-1,5	-0,5	-0,3	-0,5***
Taux de chômage (% de la pop. active) moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	13,8	12,4	11,4	8,3	5,6	4,5

Sources : WIIW ; * : Office statistique lituanien ; ** : 1^{er} semestre 2007 ; *** : prévision d'expert

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)***	2007(p)***
Exportations de marchandises	16,5	11,4	21,4	26,9	19,9	21
Importations de marchandises	16,0	7,3	16,8	25,5	24,5	23,8
Balance commerciale (en % PIB)*	-9,8	-14,5	-13,8	-14,8	-13,9	-15,1
Balance courante (en % PIB)	-5,2	-6,9	-7,7	-7,2	-10,8	-14,5
Réserves de la Banque centrale or exclu (milliards d'euros)**	2,2	2,7	2,6	3,1	5,8	7,8
Dette extérieure brute (milliards d'euros)*	5,9	6,7	7,7	10,5	16,2	21,1

Sources : WIIW ; * : Office statistique lituanien ; ** : Banque centrale ; *** : Economist Intelligence Unit

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

L'économie polonaise, renouant avec les taux de croissance élevés du milieu des années 1990, connaît depuis la mi-2005 une période faste. On ne peut, à cet égard, que souligner le découplage entre les turbulences politiques qui ont secoué le pays jusqu'aux élections législatives d'octobre 2007 et l'euphorie du développement économique qui fait aujourd'hui de la Pologne l'un des pays qui tirent le mieux parti de l'intégration dans l'Union européenne et des fonds que celle-ci lui apporte.

La croissance du PIB s'est nettement accélérée, dépassant 6 % en 2006 et approchant 7,5 % au premier trimestre de 2007. Comme dans de nombreux pays de la région, la consommation intérieure, nourrie par la forte hausse des salaires, joue un rôle moteur dans cette croissance avec une contribution d'un peu plus de trois points et demi en 2006, alors que la contribution du commerce extérieur devient négative, la croissance des importations l'emportant sur celle des exportations. Mais c'est la croissance des investissements domestiques, dont la contribution est de l'ordre de trois points qui, bondissant à 16,5 % en 2006 et à près de 30 % au premier trimestre de 2007, est la plus remarquable. Cette évolution s'explique principalement par trois raisons : le haut degré d'utilisation des capacités de production, atteignant plus de 86 % en moyenne, qui pousse les entreprises, dont les perspectives sont bonnes et la situation financière saine, à les élargir ; le développement des investissements publics dans les infrastructures bénéficiant du concours des fonds européens (*cf. infra*) ; et la véritable explosion de la construction de logements (d'après des données recueillies par le WIIW, le nombre de permis de construire a augmenté de 50 % et celui des logements en construction de 66 %). Si rien ne vient contrarier ce dynamisme (du fait de changements dans la politique économique par exemple), tout porte à penser que ce « boom » des investissements va se poursuivre. Il est d'ailleurs d'autant plus nécessaire, après les années de décroissance du début de la décennie, que le taux d'investissement en Pologne, de l'ordre de 19,5 % en 2006, reste beaucoup plus faible que dans les autres pays du groupe de Visegrad (de 23 % en Hongrie à 26 % en République tchèque et en Slovaquie).

Si cette situation expansionniste permet, bien entendu, d'augmenter l'emploi (de 3,4 % en 2006 selon les enquêtes emploi) et de diminuer le chômage dont le taux (selon la même méthode) descend à vive allure et pourrait avoir été ramené à 11 % en 2007, elle provoque de nombreux goulots d'étranglement dans l'appareil de production. D'autant que la Pologne subit une véritable saignée du fait de l'émigration de travailleurs (*cf. infra*). D'après des données recueillies par le WIIW, 28 % des entreprises font état d'emplois non pourvus et 11 % d'entre elles (notamment dans le secteur de la construction) considèrent que leur croissance en est contrariée. Comme on le verra dans la deuxième partie de ce chapitre, la situation est rendue encore plus difficile en raison de la faible mobilité de l'agriculture vers les autres secteurs. La lutte contre l'émigration excessive sera certainement l'une des priorités du nouveau gouvernement, mais il est clair qu'il ne pourra y être remédié que dans une économie dynamique, générant et permettant des hausses tangibles des salaires.

L'autre caractéristique de l'économie polonaise tient à ce que son développement est aujourd'hui, dans l'ensemble, équilibré, même si l'on observe une tendance à la dégradation des échanges extérieurs. En effet, jusqu'ici, la croissance des salaires est restée en deçà de celle, très élevée, de la productivité (qui a encore augmenté dans l'industrie de près de 10 % en 2006), ce qui a tempéré les tensions qui auraient pu en résulter au niveau de l'inflation et qu'alimentent les pénuries de main-d'œuvre. Le taux annuel de la hausse des prix, qui a été particulièrement faible en 2006 (1 %), reste très modéré (avec une prévision à 2,3 % pour 2007), même s'il se rapproche de l'objectif de la Banque centrale (2,5 %). Cela explique que cette dernière, redoutant des tensions inflationnistes

résultant de la rapidité de la croissance et de la hausse des salaires, ait relevé deux fois son taux directeur (de 0,25 % en avril et en juin 2007), au risque de relancer l'appréciation du zloty pourtant préjudiciable à la bonne tenue du commerce extérieur.

De fait, même si les exportations continuent à bien se comporter, avec une croissance de l'ordre de 20 % en 2006 mais qui pourrait être ramenée à 16 % en 2007, les importations, tirées par la demande domestique et, notamment, une demande de biens d'équipement que la production nationale ne peut satisfaire, connaissent une croissance forte qui devrait avoir été supérieure (de l'ordre de 19 %) en 2007. En conséquence, le déficit commercial et le déficit des paiements courants se creusent quelque peu, ce dernier passant de 1,7 % du PIB en 2005 à 2,3 % en 2006 et 3 % attendu en 2007. Il n'y a pas là, pour autant, de quoi s'inquiéter outre mesure, d'autant plus que le haut niveau des investissements directs de l'étranger qui se maintient permet de financer de façon saine ce déficit.

En ce qui concerne les finances publiques, la réduction du déficit de la *general government balance* se poursuit, il est passé d'environ 6 % du PIB en 2003 et 2004 à environ 4 % en 2005 et 2006. Une nouvelle amélioration est attendue en 2007 que pourrait avoir facilité l'effet de la forte croissance sur les recettes. Si le programme de convergence de la Pologne adressé en novembre 2006 à la Commission européenne ne prévoyait qu'un nouvel abaissement à 3,4 % en 2007 et en dessous de 3 % seulement en 2008, les prévisions du WIIW datant de juin 2007 font état d'un retour à 3 % dès cette année. Il est certain que le précédent gouvernement, dont la priorité n'était pas l'intégration dans la zone euro, n'a fait preuve que d'un zèle limité en la matière. Il est vraisemblable qu'un changement d'attitude va se produire avec l'arrivée du nouveau gouvernement issu des élections. Il ne faudrait pas que la recherche précipitée de l'équilibre des finances publiques et de l'intégration dans la zone euro soit de nature à compromettre la croissance et la convergence réelle, et, en particulier, le financement de l'effort d'infrastructure en cours permettant de tirer au mieux parti des fonds européens. Il faut souhaiter que, tirant les leçons de l'expérience passée, la nouvelle équipe sache faire preuve de sagesse et de discernement dans les réformes qu'elle sera tentée d'entreprendre.

II.- Bilan de l'intégration dans l'Union européenne

Le bilan de l'intégration européenne est jusqu'ici très favorable à la Pologne. D'une part, elle profite de l'apport des fonds européens, qui dopent sa croissance et son développement et dont elle bénéficiera plus encore à l'avenir ; d'autre part, les efforts réalisés pour restructurer et moderniser l'économie portent leurs fruits.

1.- COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Plusieurs éléments témoignent de la compétitivité de l'économie polonaise. Enumérons-les brièvement.

En premier lieu, nous l'avons vu, le pays est entré dans une phase de hausse spectaculaire de l'investissement domestique qui ne peut que favoriser la modernisation de l'économie.

En deuxième lieu, citons l'attractivité, qui ne se dément pas, de la Pologne vis-à-vis des

investisseurs et des milieux d'affaires et dont témoignent d'une part le maintien de flux élevés d'investissements directs de l'étranger, d'autre part l'opinion du cabinet Ernst and Young, qui classe la Pologne dans son rapport *European Attractiveness Survey for 2007* au septième rang dans le monde et au premier rang en ce qui concerne les pays de l'Europe centrale et orientale. De fait, si le rythme des privatisations s'est ralenti en 2006, les opérations d'investissement de compagnies étrangères se poursuivent. On peut citer notamment celles de Dell (pour 200 millions d'euros), Bridgestone (pour 200 millions) et Sharp (pour 150 millions).

En troisième lieu, il faut mentionner les améliorations du fonctionnement des milieux d'affaires (« *doing business* ») dues aux initiatives des pouvoirs publics. Citons entre autre les mesures permettant d'accroître la liberté d'entreprendre, de simplifier et d'accélérer la

création de nouvelles entreprises et de nouveaux « *business* ».

En quatrième lieu, de la compétitivité des produits polonais témoigne l'essor continu des exportations et leur structure mettant en évidence la place croissante de produits d'industries modernisées, comme celles de la construction électrique et de l'automobile. A cette amélioration, contribuent bien entendu fortement les entreprises sous contrôle étranger, dont la part dans les exportations atteint 60 %. On soulignera aussi le potentiel des exportations de produits alimentaires dont la valeur a augmenté de 21 % (et 40 % pour la seule viande rouge) en 2006. Parmi les clients de la Pologne, à côté de la Grande-Bretagne (vers laquelle les exportations ont augmenté de 36 %), l'Italie (33 %), les Pays-Bas (24 %) et l'Allemagne (16 %), on trouve de nouveaux venus comme la République tchèque, devenue le deuxième importateur de produits alimentaires polonais (en augmentation de 44 %) et la Chine (vers laquelle les exportations ont augmenté de 82 %).

Tous ces faits expliquent que de nombreux experts s'attendent, si le contexte international le permet, à la poursuite d'un remarquable essor de l'économie dans les années à venir. Les analystes de Merrill Lynch en particulier considèrent dans leur dernier rapport sur la Pologne, *Fat Year*, que c'est le pays qui dispose du plus fort potentiel de développement de la région, et s'attendent à une croissance annuelle de 7 à 8 % nourrie par les apports des fonds de l'Union européenne et du secteur privé international.

Cependant, ces perspectives euphoriques ne doivent pas faire oublier, outre les incertitudes tenant à la situation financière internationale, l'existence d'un frein au développement de l'économie polonaise qui a trait à la pénurie de main-d'œuvre dans un certain nombre de secteurs, main-d'œuvre hautement spécialisée mais aussi peu qualifiée dans le cas de l'industrie du bâtiment. Cette pénurie, qui tient bien sûr au fait que la formation de personnel qualifié ne parvient pas toujours à suivre la croissance des besoins nés de la modernisation, et à l'insuffisante mobilité de la population (notamment, comme nous le verrons, en provenance de l'agriculture), est largement la conséquence de l'émigration massive de travailleurs, souvent qualifiés et jeunes, vers d'autres pays de l'UE qui offrent des rémunérations bien plus alléchantes. Selon des informa-

tions des services officiels, la diaspora polonaise (séjournant plus de deux mois en dehors du pays) aurait compté, à la fin de 2006, près de deux millions de personnes (dont environ un million et demi dans l'Union à vingt-cinq). Si ces « migrants » sont à l'origine de transferts de fonds qui contribuent à financer l'économie polonaise, il s'agit d'une forte perte de substance pour cette même économie.

2.- SITUATION DE L'AGRICULTURE

L'agriculture polonaise a deux visages. Elle recèle un potentiel économique très important – on l'a vu au regard des exportations de produits alimentaires qu'elle peut générer – mais elle continue à jouer le rôle de refuge et de protection contre la modernité pour une grande partie de la population.

L'agriculture polonaise représente 4,4 % de la valeur ajoutée totale contre 1,8 % en moyenne dans l'Union à vingt-cinq et occupe 17,4 % de la population employée en Pologne contre 4,7 % en moyenne dans l'Union à vingt-cinq. En outre, plus de 30 % de Polonais vivent toujours en milieu agricole.

Le bilan de trois années d'adhésion de la Pologne à l'Union européenne est contrasté. Tout d'abord, il est clair que le pays a beaucoup bénéficié de la PAC, ce qui explique largement le renforcement du sentiment d'adhésion des Polonais à l'Union. Mais si un secteur moderne de grandes exploitations est en train d'en profiter et de se développer, la taille moyenne des exploitations agricoles est restée très faible (9,3 hectares contre 48,6 en France et 55,6 en Grande-Bretagne) et leur nombre n'a cessé d'augmenter (de 13 000 chaque année), pour atteindre 1 800 000, au lieu de diminuer comme cela était escompté.

Parmi ces 1 800 000 exploitations, seules 750 000 vendent leurs produits sur un marché et il n'y en a que 225 000 dont le niveau de compétitivité soit comparable ou meilleur au niveau moyen des exploitations européennes. Cela résulte de ce que, conformément au souhait légitime des autorités polonaises de faire profiter tous les agriculteurs des fonds tirés de la PAC, il n'y a eu ni restructuration ni concentration drastique des exploitations. Certes, des incitations, sous la forme de pensions, ont été mises en place, en vue de pousser les agriculteurs (souvent âgés) dont l'exploitation n'était pas viable à la vendre.

Mais la conséquence non prévue du système a plutôt été la transmission avec morcellement de ces exploitations à leurs enfants. En fait, les agriculteurs que l'on voulait faire partir ont préféré continuer à bénéficier de la PAC tout en conservant leur régime spécial très généreux de protection sociale (KRUS).

Tout cela a permis de conférer des conditions de vie pas trop défavorables aux « laissés pour compte » de la transition et d'éviter un exode massif vers les villes. En revanche, cela a freiné la mobilité d'une population constituant un réservoir de main-d'œuvre et dont une partie aurait pu être mieux employée par le secteur de la construction.

3.- UTILISATION DES FONDS EUROPÉENS

L'absorption des fonds européens dont la Pologne a bénéficié au titre de la période 2004-2006 pour un montant de 12,9 milliards d'euros a commencé prudemment, voire lentement comme l'ont souligné un certain nombre d'observateurs. Ce n'est pas surprenant si l'on considère que l'on est dans un processus d'apprentissage. Depuis lors, la consommation des fonds s'est accélérée. D'une part, une demande d'utilisation de ces fonds s'est mani-festée, comme en témoignent le nombre et le montant des projets proposés à cet effet, qui atteint aujourd'hui 225 % de l'enveloppe allouée à la Pologne. Le montant des projets retenus parmi ceux-ci représente près de 98 % de cette enveloppe et le montant des fonds débloqués pour les projets mis en œuvre est proche de 55 % de l'enveloppe (taux de déboursement). En outre, le processus d'utilisation de ces fonds prévoit qu'ils pourront être consommés jusqu'à la fin de 2008 (n + 2). On peut donc considérer qu'à cette date le pourcentage de fonds débloqués se rapprochera de 100 %.

Le bilan est donc positif dans l'ensemble, même si l'utilisation des fonds s'est heurtée aux limites de la capacité administrative de la Pologne à traiter le processus, limites qui ne tiennent pas tant aux personnes ni aux méthodes qu'à l'insuffisance du nombre de ces personnes face aux tâches à accomplir. Il faut également noter que ce processus représente une énorme impulsion et une grande chance pour développer la capacité administrative de la Pologne et y rendre opérationnelle la décentralisation.

Si l'on considère l'affectation des fonds, on

citera, plus particulièrement, trois programmes concernant la restructuration, la modernisation du secteur alimentaire et le développement des espaces ruraux avec un taux de déboursement de 62 %, le programme transports avec un taux de 42 %, la coopération et le développement transfrontalier avec un taux de 36 %.

Pour la période 2007-2013, la dotation de la Pologne s'élève à 67,3 milliards d'euros au titre de la politique structurelle et de cohésion, ce qui en fait le premier bénéficiaire avec 19,3 % du total des 348 milliards d'euros pré-vus par l'Union européenne à cet effet. C'est une somme considérable qui représente près de 4 % du PIB polonais, répartie à raison d'un tiers provenant du Fonds de cohésion et deux tiers des fonds structurels (Fonds européen de développement régional – FEDER – et Fonds social européen – FSE). Si l'on y ajoute les fonds publics polonais (pour un montant de 11,9 milliards d'euros) et privés (pour 6,4 milliards) qui s'y associeront, c'est un total de 85,6 milliards d'euros qui sera investi.

Cette masse sera affectée et répartie dans le Cadre de référence stratégique nationale (CRSN). Le CRSN est décliné en dix-sept programmes opérationnels (PO) régionaux et quatre PO sectoriels. La coopération territoriale est encadrée par douze PO spécifiques.

Les principaux domaines bénéficiant de l'attribution de ces fonds devraient être : l'infrastructure et l'environnement (eau, énergie, transports, éducation, social), de loin le plus vorace, pour un montant de 27,85 milliards d'euros ; le capital humain pour 9,71 milliards ; l'économie et l'innovation pour 8,25 milliards ; l'assistance technique pour 0,52 milliards ; la coopération territoriale couvrant la coopération transnationale, transfrontières et interrégionale au sein de l'UE, pour 0,73 milliards ; le PO Pologne de l'Est dévolu à cinq régions parmi les plus pauvres de l'Union, pour 2,27 milliards ; enfin, seize PO régionaux répartis entre les voïvodies pour financer des projets à dimension régionale, pour 15,98 milliards.

4.- MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

La modernisation des infrastructures a été légitimement reconnue comme une vraie priorité en Pologne, chaque grand secteur ayant fait l'objet d'une stratégie à long terme. Le

principal secteur concerne les routes et autoroutes. D'autres ont trait aux chemins de fer, aux aéroports et aux ports notamment. En outre, la Pologne est fortement engagée dans la constitution de réseaux transeuropéens. Deux facteurs exerceront un rôle de catalyseur dans la mise en œuvre de ces programmes : les fonds européens, déjà évoqués, qui obligent les autorités polonaises à travailler avec un horizon de moyen et long terme ; et l'organisation du championnat européen de football de 2012, conjointement avec l'Ukraine, qui les obligera à mettre en place des infrastructures dans toute la Pologne.

Par ailleurs, la construction de logements se développe à vive allure pour trois raisons principales : une forte demande de logements nouveaux qui s'exerce sous la double incidence du *baby boom* des années 1980 et des migrations des campagnes vers les villes ; une

demande d'agrandissement des logements existants (souvent trop petits), émanant notamment des classes moyennes ; l'augmentation du pouvoir d'achat. Cet essor de la construction de logements s'accompagne d'une forte poussée sur les prix qui ont augmenté de 60 à 70 % en 2006. Cela tient d'abord au décalage entre la demande et l'offre qui peine à suivre, et ensuite à l'entrée sur le marché des grandes villes d'investisseurs étrangers spécialisés dans le segment du luxe et qui « tirent » les prix. Un projet de développement de logements sociaux a été mis en place, il y a quelques années, sur le modèle des HLM en France. Il a donné des résultats décevants, car il implique un apport personnel et le paiement de loyers élevés que ne peuvent assurer les personnes disposant de bas revenus, si bien qu'il s'adresse, en fait, aux classes moyennes qui y habitent.

P o l o n e

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
PIB	1,4	3,9	5,3	3,6	6,1	6
Production industrielle	1,1	8,3	12,6	3,7	11,3	10
Formation brute de capital fixe	-6,3	-0,1	6,4	6,5	16,5	22
Consommation des ménages	3,4	2,0	4,4	2,0	5,2	6
Salaire réel moyen	0,7	3,4	0,7	1,8	4,0	5
Prix à la consommation	1,9	0,8	3,5	2,1	1,0	2,3
Solde des administrations publiques	-5,0	-6,3	-5,7	-4,3	-4,0	-3
Emploi total	-3,0	0,6	1,3	2,3	3,4	-
Taux de chômage (en % de la pop. active) – chômeurs enregistrés en fin d'année	18,0	20,0	19,1	17,6	14,9	13
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	19,9	19,6	19,0	17,8	13,9	11

Source : WIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Exportations de marchandises	6,0	9,1	22,3	17,8	20,2	16
Importations de marchandises	3,5	3,3	19,5	13,4	21,8	19
Balance commerciale (milliards d'euros)	-7,7	-5,1	-4,6	-2,2	-3,9	-7,4
Balance courante (milliards d'euros)	-5,4	-4,1	-8,7	-4,1	-6,3	-8,7
Balance courante (en % du PIB)	-2,6	-2,1	-4,3	-1,7	-2,3	-3
Réserves brutes de la Bque centr., or inclus, (milliards d'euros)	27,4	26,0	25,9	34,5	35,2	-
Dette extérieure brute (milliards d'euros)	81,0	84,8	94,9	112,1	126,7	-

Source : WIW

(e) : estimation ; (p) : prévision

I.- Evolution macroéconomique

Le 1^{er} janvier 2007 a été vécu comme le retour de la Roumanie dans la famille européenne, mais aussi comme son entrée dans un processus conduisant à la stabilité et à la prospérité. Il est peu de moments dans l'histoire d'une nation aussi porteurs de sens et d'espoirs.

L'enthousiasme est fondé sur les succès macroéconomiques de l'année 2006. Les chiffres annoncés dans le *Tableau de bord 2006* estimaient la croissance du PIB autour de 6 %. Les résultats ont largement dépassé les prévisions pour s'établir à 7,7 %, avec une consommation et un investissement très soutenus.

En 2007, la situation économique reste favorable, mais le tableau social et politique est moins satisfaisant. Après l'entrée dans l'Union européenne, les désaccords politiques se sont intensifiés, ajoutant leurs effets à un certain état de fatigue générale induite par les efforts réalisés pour satisfaire aux critères d'adhésion. Depuis le mois de janvier, la scène politique présente des symptômes d'instabilité : après un remaniement gouvernemental mené par le Premier ministre dans le but d'exclure les représentants du Parti démocrate dont est issu et que soutient le président Basescu, et après que celui-ci a survécu à une procédure de destitution demandée par le Parlement mais rejetée par référendum, le malaise politique perdure avec des conséquences néfastes. Le gouvernement minoritaire est la cible d'attaques répétées et l'impasse politique s'exprime dans des controverses tant gouvernementales que parlementaires. Cette situation, caractérisée par une paralysie politique dans un contexte économique pourtant favorable, est considérée comme inquiétante par la Commission européenne. Dans son rapport d'évaluation du 27 juin, les résultats des actions faisant suite aux recommandations finales pour la période de préadhésion (voir le *Tableau de bord 2006*) sont sévèrement critiqués (surtout en ce qui concerne l'absorption des fonds européens et la lutte contre la corruption), sans toutefois que, à ce stade, des sanctions aient été prises, et ce dans le but d'apporter un soutien au projet réformateur roumain.

La performance économique reste robuste, même si la forte croissance du dernier semestre de 2006 commence à décélérer ; elle s'établit, en glissement annuel pour le premier semestre de 2007, à un honorable taux de 5,8 % et s'accompagne d'une stabilisation de l'inflation autour de 4 % par an (avec un écart évalué à ± 1 %). On soulignera la performance particulièrement spectaculaire de la production de l'industrie manufacturière, en croissance de près de 16 % au cours des huit premiers mois de 2007. On peut pourtant s'interroger, dans le contexte de la tourmente politique, sur la capacité des autorités à répondre aux risques provoqués par la surchauffe de l'économie et par la hausse du déficit des échanges avec l'extérieur. La forte croissance de la demande – nourrie par le choix d'une politique fiscale procyclique, de hausses des salaires constantes et le maintien d'un niveau élevé de crédits à la consommation – a creusé le déficit courant des échanges avec l'extérieur qui devrait avoir dépassé, selon les dernières estimations de la Commission européenne et pour l'ensemble de l'année 2007, 12 % du PIB. La tolérance des autorités à l'égard de l'augmentation du déficit extérieur est fondée sur des anticipations positives concernant les revenus des privatisations et les flux des investissements étrangers. Pour 2007, la croissance du PIB, tirée par la consommation et les investissements, est estimée atteindre 6 %. Mais il reste une incertitude qui tient à la situation critique de l'agriculture dont la production est affectée par les conséquences de la sécheresse (et aussi du mauvais état du système d'irrigation).

Au cours du premier semestre 2007 et en glissement annuel, la demande globale a connu une hausse de 12,1 % en termes réels, avec une croissance de 11,7 % pour la consommation des ménages, de 9,5 % pour les dépenses publiques et de 17,2 % pour la formation brute de capital fixe.

Déjà significative depuis plusieurs années en tant que moteur pour la croissance, l'augmentation de la consommation des ménages, qui a dépassé celle du PIB sur l'ensemble du premier semestre, continue de peser lourdement sur la balance des paiements en raison de son effet sur les importations dont la croissance (28,6 %) a largement dépassé celle des exportations (12,7 %). Le déficit de la balance courante a poursuivi son creusement, passant d'un peu plus de 10 % du PIB en 2006 à 15 % au premier trimestre de 2007. Plusieurs facteurs y ont contribué : le maintien de la tendance décroissante des exportations des produits pétroliers (-40 %), la réduction des opérations de sous-traitance, particulièrement pour les produits textiles et les chaussures, l'effet des régimes douaniers mis en place avant l'adhésion et le changement méthodologique induit par l'introduction du système de commerce généralisé pour les échanges intracommunautaires.

En valeur, 72 % du total des opérations exportatrices et 71 % des importations se sont déroulées dans le cadre de l'UE, avec des soldes assez équilibrés, même s'ils sont légèrement déficitaires, en ce qui concerne les principaux partenaires traditionnels de la Roumanie, à savoir l'Allemagne et l'Italie. Les échanges avec les huit économies en transition qui avaient rejoint l'Union en 2004 se sont intensifiés au détriment du commerce avec la Russie.

Globalement, le déficit commercial pour les sept premiers mois de 2007 approche celui de l'année entière 2006 (11,53 milliards contre 11,76 milliards) et explique le creusement du déficit courant, qui a presque doublé par rapport à la même période en 2006. Les surplus enregistrés pour les échanges des services et les transferts de capitaux n'atténuent que faiblement le poids du déséquilibre commercial. En baisse par rapport à la même période de 2006 (qui avait été une année exceptionnelle), le montant des IDE ne couvre qu'en proportion de 36 % le déficit courant accumulé (par rapport à 87 % en 2006 pour la même période). Les estimations de la BERD pour l'ensemble de l'année 2007 situent, néanmoins, non loin de 10 milliards de dollars les IDE stimulés par les privatisations du secteur énergétique, les investissements de type *greenfield*, les profits réinvestis et, plus globalement, par un potentiel économique jugé considérable par les investisseurs.

Le programme du gouvernement pour 2007-2008 envisage une politique fiscale et budgétaire souple et généreuse. Les hypothèses du gouvernement se fondent sur une croissance stable et une tendance ascendante des entrées de capitaux en provenance tant de l'Union européenne (fonds communautaires et investissements directs) que des travailleurs roumains à l'étranger. Les autorités roumaines assument la responsabilité d'une telle orientation qui se fonde sur une appréciation des besoins en investissement de l'économie et la propension de la population à dépenser, en contradiction, bien sûr, avec les recommandations émanant des organismes de crédit internationaux (FMI et banques privées). Les prévisions concernant le déficit budgétaire ayant été révisées à la hausse, celui-ci devrait dépasser les 3 % du PIB en 2007 (avec une estimation à 3,5 %) et pourrait atteindre 4 % en 2008. Ce dérapage peut être imputé à une double cause : d'un côté les effets de l'introduction de la *flat tax* au taux de 16 %, qui s'est traduite par une diminution des recettes fiscales ; de l'autre, l'augmentation des dépenses provoquée par les besoins en infrastructures et le cofinancement des projets européens.

A l'effet de l'augmentation des dépenses publiques sur l'économie, se conjugue maintenant l'adoption par la Banque centrale (BNR) d'une politique monétaire moins restrictive. Il faut dire que le leu poursuit son ascension et a gagné 20 % au cours des huit derniers mois. Au début d'août, le conseil d'administration de la BNR a abaissé son taux directeur à 7 % (un point et demi de moins depuis le début de 2007) et a aboli des restrictions administratives concernant le niveau des réserves obligatoires et les conditions de refinancement des banques, mesures qui réduiront le contrôle de la masse monétaire. Mais la banque nationale reste prudente et ne voit pas le leu rejoindre le MCE II avant 2012, ni le passage à l'euro avant 2014. La hausse des prix à la consommation a pour sa part été modérée (de 6,6 % en 2006, elle devrait être descendue à 4,6 % en 2007), malgré les pressions inflationnistes engendrées par l'augmentation de la consommation stimulée par l'expansion du crédit, public comme privé, ainsi que par la significative hausse des salaires réels (11 % en août et en glissement annuel), mais elle a été tempérée par les effets de l'appréciation de la monnaie nationale.

Ce faisant, le gouvernement fait le choix d'une politique économique volontariste dans le cadre d'une logique de croissance, qualitative autant que quantitative, donnant la priorité à la convergence réelle et à l'obtention d'un taux de change permettant de faciliter la recherche de l'équilibre des échanges avec l'extérieur. Pour que cela réussisse et ne conduise pas à des dérives comme celles qu'a connues l'économie hongroise, l'économie roumaine doit réunir un certain nombre de conditions, au premier rang desquelles se situent une politique bien ciblée de restructuration de l'appareil productif et d'attraction des investissements directs étrangers profitant des avantages provisoires de compétitivité dont elle bénéficie, ainsi qu'une utilisation efficace des fonds européens. C'est ce que nous allons examiner à présent.

II.- Bilan de l'intégration européenne

1 – COMPÉTITIVITÉ DU SYSTÈME PRODUCTIF

Il faut d'abord souligner les effets des efforts consentis par les autorités roumaines pour reconstruire et moderniser les infrastructures, et pour stimuler le développement industriel fondé sur des activités à forte valeur ajoutée. Les changements structurels de l'activité manufacturière témoignent des investissements réalisés au cours des deux dernières années, tournés vers l'innovation et la technologie. Les secteurs à plus forte croissance sont la production de matériaux de construction, ainsi que la production de véhicules et de matériel électronique pour les ménages. En revanche, l'industrie textile (concurrencée par les pays asiatiques), le raffinage du pétrole et la construction de machines sont en déclin.

Maintenant que l'adhésion à l'Union européenne est acquise, l'objectif du gouvernement et de sa politique économique est de tenir le choc de l'épreuve de la concurrence au sein de l'Union et de réussir son intégration économique dans celle-ci. A cette fin, la Roumanie doit se doter d'une politique de développement dont le succès repose sur un effort considérable d'investissements et sur l'utilisation efficace des financements européens – Fonds de cohésion et fonds structurels. Dans ce domaine, beaucoup reste à faire. C'est dans cet esprit que l'objectif fixé dans le cadre du programme opérationnel sectoriel pour le renforcement de la compétitivité économique (POS CCE) vise un fort accroissement de la productivité des entreprises roumaines conduisant, à terme, à la réduction du décalage par rapport à la moyenne européenne (grâce à un accroissement annuel constant par salarié de 5,5 %, le niveau de la productivité devrait

avoir atteint, en 2015, 55 % de la moyenne de l'Union). Le financement de ce programme doit être assuré à hauteur de 2,73 milliards par le Fonds européen de développement régional et pour 2,5 milliards de cofinancement national, auxquels s'ajouteront 47 millions provenant de sources privées. Ces moyens seront répartis entre le secteur économique (80 %) et les administrations locales (20 %), et investis selon cinq axes prioritaires.

Un axe principal, avec une allocation financière prioritaire concernant 36 % des investissements, a trait à la consolidation et au développement d'un système productif innovant et éco-efficace, l'accent étant mis sur la structuration et le renforcement du réseau des PME, la modernisation et l'innovation des entreprises existantes et la création d'unités nouvelles, dans le secteur productif et dans celui des services. Les projets viseront l'accroissement de la qualité des équipements de production, l'innovation technologique et l'adoption des standards internationaux. L'amélioration de la compétitivité est attendue de la constitution d'un milieu favorable au développement des entreprises et de l'esprit entrepreneurial, ainsi que de la réduction des contraintes dans des domaines actuellement considérés comme « en échec » : l'accès aux financements, les instruments financiers innovants, l'accès aux services et infrastructures des affaires. Une caractéristique spécifique de ce programme est l'allocation d'un fonds de 100 millions d'euros, réservé aux PME, pour faciliter leur accès au crédit et augmenter les ressources financières à leur disposition par la création d'instruments financiers adéquats : garanties supplémentaires, microcrédits, fonds de garantie pour le capital risque.

Suivent deux axes prioritaires qui devraient absorber 38 % des fonds et qui concernent notamment, d'une part, l'accroissement des capacités de R&D et le développement des innovations, d'autre part la valorisation du potentiel dans les domaines de la technologie de l'information et de la communication. Les fonds seront dirigés vers la mise en place dans les secteurs public/privé d'une nouvelle génération de produits et services, l'augmentation des services innovants et l'amélioration des infrastructures de communication. D'ici à 2015, les dépenses de recherche et développement devraient augmenter jusqu'à atteindre 3 % du PIB, tandis que l'on s'attend à ce que le poids des entreprises utilisatrices de l'Internet passe de 52 % à 70 %, grâce à la constitution de systèmes intégrés d'information et le développement de services du *e-business*.

Les domaines de l'énergie et du tourisme font l'objet du dernier quart des fonds de ce programme. La Roumanie affiche l'ambition de devenir un centre régional des marchés de l'énergie et vise le renforcement de l'efficacité énergétique, la constitution d'un système fondé sur le développement durable et la promotion des sources régénérables d'énergie. La privatisation de douze grands groupes énergétiques d'une puissance installée dépassant 4 000 megawatts et des exploitations minières afférentes est, en effet, l'impératif actuel, car ces structures (installations de production de l'énergie électrique et thermique et systèmes de transport et de distribution) sont obsolètes, non profitables et ne répondent plus aux exigences des réglementations européennes concernant la protection de l'environnement. La seule branche ayant bénéficié d'une restructuration est l'industrie minière du charbon (la production a crû de 15 % entre 2000 et 2006), mais la rentabilité de son utilisation reste limitée en raison du niveau technologique médiocre des centrales thermiques. L'industrie du pétrole, déjà intégrée dans l'économie mondiale, est entièrement privatisée. Le producteur national d'énergie nucléaire, la société Nuclearelectrica, prévoit la construction de trois nouveaux réacteurs, dont le premier pour l'automne 2007, ce qui portera sa contribution à la production d'électricité de 9 % à 18 % ; en outre, il est prévu qu'elle soit prochainement partiellement privatisée par une introduction en bourse. Notons que la compagnie italienne Enel, qui a acquis 67,5 % des actions du groupe Electrica Muntenia Sud en juin 2007,

troisième investissement sur le marché de la distribution de l'énergie électrique après ceux qui ont été relatifs à Electrica Dobroea et Electrica Banat en 2005, est maintenant intéressée par le rachat d'unités de production et déclare son intention de devenir une compagnie d'énergie intégrée. Par ailleurs, le gouvernement envisage la création d'un fonds d'investissement énergétique, avec une participation de l'Etat qui devra rester significative, afin de mettre en valeur les marchés de l'énergie et de saisir l'opportunité de réaliser en Roumanie un système énergétique régional au niveau du sud-est de l'Europe.

Enfin, en ce qui concerne la promotion du potentiel touristique roumain, les autorités envisagent la création d'un système intégré pour l'offre de tourisme (tourisme de loisir et tourisme d'affaires). En effet, si la Roumanie bénéficie d'avantages naturels et culturels indéniables, elle n'occupe que la soixante-seizième position parmi cent vingt-quatre destinations touristiques du monde, selon une récente étude du World Economic Forum, et sa compétitivité est affectée par de sérieux problèmes tenant à la vétusté des infrastructures des transports routiers et aériens, au manque de main-d'œuvre qualifiée et à l'insuffisance des infrastructures d'accueil, problèmes qui la relèguent en dernière position en ce qui concerne son attractivité par rapport aux pays de l'Union européenne.

2.- UTILISATION DES FONDS STRUCTURELS

La plupart des fonds européens utilisés par la Roumanie jusqu'ici proviennent des programmes de préadhésion. Le bilan de leur utilisation est mitigé : sur une enveloppe de 7 milliards d'euros mise à disposition par l'UE, il reste 2,5 milliards à dépenser jusqu'en 2010. Actuellement, la Roumanie lance une série de programmes d'utilisation de ces montants dirigés vers l'environnement, le développement des ressources humaines, l'aide à l'agriculture et le développement rural, ainsi que la coopération transfrontalière.

Le Plan national de développement est le document de base qui définit les domaines prioritaires pour la période 2007-2013. Sur une enveloppe globale de 58,2 milliards d'euros, la contribution attendue des fonds structurels et de cohésion est de 30,5 milliards, le reste devant être financé par des sources publiques

nationales (centrales et locales) et des sources privées.

Les autorités ont établi six domaines prioritaires du développement national auxquels correspondent les six « programmes opérationnels » suivants : le développement de l'économie rurale et l'accroissement de la productivité du secteur agricole qui devrait absorber des fonds européens pour un montant de 7,92 milliards ; le développement et la modernisation des infrastructures du transport pour 7,62 milliards de fonds européens (l'accent étant mis sur la modernisation et le développement d'infrastructures de transports trans-européens et de réseaux d'interconnexions, et la mise à niveau technologique des réseaux nationaux) ; le développement régional, pour un montant de fonds européens de 4,85 milliards, qui vise la diminution des disparités intra et interrégionales ; le développement des ressources humaines, à hauteur de 3,95 milliards, par la promotion du capital humain et des mesures de soutien de l'emploi et de la cohésion sociale ; l'environnement, à hauteur de 3,43 milliards, dans le but de moderniser et de développer les infrastructures publiques, d'améliorer les systèmes sectoriels de management environnemental, la qualité de l'air et la gestion des crises dans le cas de risques naturels ; enfin la compétitivité économique, à hauteur de 2,73 milliards (*cf. supra*).

3.– SITUATION SOCIALE

Au cours des quatre premiers mois de 2007, les tensions déjà sensibles en 2006 sur le marché du travail se sont accentuées. Deux traits significatifs sont à noter : le premier tient à la situation dans son ensemble, caractérisée par la baisse de la population disponible pour un emploi. L'analyse statistique montre en effet que la Roumanie commence à être confrontée à une pénurie de main-d'œuvre aggravée par un phénomène de fuite de bras à l'étranger. On estime que deux millions de Roumains travaillent actuellement dans des pays de l'Union européenne qui ont supprimé les restrictions

pour les travailleurs étrangers. Le pays devient exportateur net de main-d'œuvre, avec des implications majeures sur le marché du travail et, bien sûr, sur la dynamique des salaires qui connaissent une pression à la hausse. En conséquence, le taux du chômage est, depuis plusieurs années, en baisse constante : entre décembre 2006 et avril 2007, cette diminution s'est accélérée, faisant passer le taux de chômage en termes de chômeurs enregistrés de 5,2 % à 4,5 %.

Le deuxième aspect concerne une situation inédite, la cohabitation d'un surplus et d'une pénurie de main-d'œuvre, phénomène traduisant le fonctionnement rigide du marché du travail qui fait que des excédents sur certains segments du marché ne sont pas transférables sur d'autres. En outre, il faut noter que selon une étude de l'Institut national de statistiques effectuée pour le dernier trimestre de 2006, le taux de participation à l'économie de la tranche des 15-64 ans était de seulement 57,4 %, à comparer avec l'objectif de 70 % fixé par la Stratégie de Lisbonne pour 2010.

La Roumanie continue, bien entendu, d'être affectée par de nombreux déséquilibres et dysfonctionnements qui constituent autant de défis sur le plan social et appellent des réponses du gouvernement sous la forme de politiques publiques : les dislocations causées dans les communautés humaines par le phénomène migratoire, les inégalités des revenus qui affectent la cohésion sociale et augmentent le mécontentement, la détérioration du processus de l'éducation et l'importance de l'échec scolaire, enfin la méfiance vis-à-vis des institutions de l'Etat (justice, administration).

Roumanie

III.– Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 – Evolution annuelle des principaux agrégats (variations en % par rapport à l'année précédente)

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
PIB	5,1	5,2	8,4	4,1	7,7	6
Production industrielle	4,3	3,1	5,3	2,0	7,1	6
Formation brute de capital fixe	8,2	8,5	11,1	12,6	16,1	14
Consommation finale des ménages	5,3	8,5	14,5	9,7	14,1	10
Salaire réel moyen	2,4	10,8	10,6	14,3	9,6	11
Prix à la consommation	22,5	15,3	11,9	9,0	6,6	4,6
Solde des administrations publiques	-2,0	-1,5	-1,5	-1,4	-1,9	-3,5
Emploi total	-	-0,1	-0,7	-0,1	1,8	-
Taux de chômage (% de la pop. active)						
– chômeurs enregistrés en fin d'année	8,4	7,4	6,3	5,9	5,2	4,5*
– moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	8,4	7,0	8,0	7,1	7,2	7

Source : WIIV ; * : prévision d'expert

(e) : estimation ; (p) : prévision

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves et endettement

	2002	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)
Exportations de marchandises	15,4	6,4	21,3	17,5	16,2	15
Importations de marchandises	8,6	12,3	24,0	23,9	25,1	25
Balance commerciale (milliards d'euros)	-2,75	-3,95	-5,32	-7,81	-11,7	-17,3
Balance courante (milliards d'euros)	-1,62	-3,06	-6,0	-6,89	-9,97	-15
Balance courante (en % du PIB)	-3,3	-5,8	-8,4	-8,7	-10,3	-13
Réserves brutes de la Bque cent., or exclu (milliards d'euros)	5,87	6,37	10,84	16,79	21,31	-
Dettes extérieures brutes (milliards d'euros)	16,2	17,83	21,5	31,09	41,42	-

Source : WIIV

(e) : estimation ; (p) : prévision